

# Rouge

**LIBAN:  
LE NOUVEL EXODE  
DES PALESTINIENS**

p. 8/9

M 1578 N° 1027 5F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IVe Internationale)

du 27 août au 2 sept. 82

**A** 9 mois des municipales, cette rentrée 1982 se fera sous le signe de l'austérité : le blocage des salaires, les menaces sur la Sécurité sociale et l'UNEDIC, les restrictions budgétaires, le refus de rembourser l'avortement malgré les promesses...

Toutes ces mesures — si on les laisse s'appliquer — ne peuvent conduire qu'à un seul résultat : la baisse du niveau de vie de millions d'hommes et de femmes qui ont déjà du mal à vivre de leur travail.

Cette politique tourne le dos aux intérêts des travailleurs. Ce n'est pas pour ça qu'ils ont donné la majorité au PS et au PC le 10 mai. Ils n'ont aucune raison d'accepter que le gouvernement leur impose de faire les frais de la crise, au lieu de s'en prendre aux profits des capitalistes. Et beaucoup ont, à juste titre, le sentiment que seule la mobilisation ouvrière peut empêcher la situation de continuer à se dégrader, et imposer que la volonté de travailleurs soit prise en compte.

Que vont faire les syndicats ? Après leurs protestations contre le blocage des salaires d'avant les vacances, aujourd'hui tout se passe comme s'ils le considéraient comme un fait acquis.

La CGT rencontrera la CFDT en septembre pour la première fois depuis 2 ans. Ce que les travailleurs attendent d'une telle rencontre, ce n'est ni la reprise des polémiques stériles, ni une déclaration sans lendemain. C'est un plan d'action pour la rentrée autour d'objectifs unifiants : levée immédiate du blocage des salaires, rattrapage intégral du pouvoir d'achat perdu.

Il serait inconcevable que les syndicats ouvriers laissent à des organisations de droite comme la CGC le monopole de la manifestation dans la rue contre le blocage des salaires. Leurs directions affirment, toutes, leur indépendance par rapport au gouvernement. Mais la meilleure façon de la démontrer dans les faits, c'est de développer la mobilisation pour la défense inconditionnelle du niveau de vie des salariés, c'est de revendiquer sa garantie par un système d'échelle mobile, c'est d'exiger du PS et du PC qu'ils s'en prennent aux capitalistes au lieu de rogner les salaires.



**A** l'horizon de cette rentrée, il y a les municipales, l'échéance électorale de 1983 : Dans un bulletin confidentiel du patronat, la « Lettre de l'Expansion », on pouvait lire la semaine dernière : « Mitterrand estime que "tant qu'à perdre les municipales mieux vaut que ce soit par une politique de rigueur que sur une accusation de laxisme", rapporte l'un de ses proches ». L'anecdote est-elle authentique ? Ce n'est pas sûr. Mais elle traduit bien un petit vent de défaitisme cynique qui souffle dans les sphères gouvernementales.

Non, il n'est pas fatal que la droite gagne les élections, ouvrant ainsi la voie d'un retour au gouvernement.

Mais c'est ce qui risque de se passer si la politique actuelle continue. Pour battre les partis des patrons le jour du vote, il faut commencer par ne pas céder aux exigences du CNPF, tous les autres jours ; il ne faut pas reculer dès que Chirac hausse le ton sur la mairie de Paris, l'Eglise sur l'avortement, ou la hiérarchie militaire sur les droits des soldats. Il faut au contraire développer la mobilisation des travailleurs pour satisfaire les revendications des travailleurs et gouverner contre les capitalistes. Cela, des travailleurs de plus en plus nombreux commencent à s'en rendre compte. Il faut qu'ils se rassemblent. Il faut qu'une force apparaisse qui dise non aux mesures d'austérité du gouvernement, qui exige du PS et du PC qu'ils s'en prennent aux profits capitalistes. Ils doivent faire entendre leur voix : dans les entreprises et dans les organisations syndicales, dès la rentrée. Mais aussi dans les élections de mars prochain, en soutenant les candidats que présentera la LCR, si possible en commun avec d'autres forces révolutionnaires.

## LEVÉE IMMÉDIATE DU BLOCAGE DES SALAIRES

- Rattrapage intégral de tout ce qui a été perdu et garantie du pouvoir d'achat par l'échelle mobile

- C'est aux patrons de payer, pas aux travailleurs

**Paris 31 août**

**RASSEMBLEMENT DE SOUTIEN A  
SOLIDARNOSC**

**18 h, ambassade de Pologne  
Esplanade des Invalides**

# LE BLOCAGE DES PRIX EST UNE VERITABLE PASSOIRE ... mais pas celui des salaires

**A** la veille de la rentrée, les membres du gouvernement multiplient les déclarations triomphalistes : Mauroy affirme sans rire que « le blocage des prix est respecté à 96 % », si l'on en croit les contrôles de ses services. Et Mitterrand se saisit de l'indice des prix du mois de juillet (+ 0,3 %) pour montrer qu'on est sur la bonne voie.

En réalité, il y a au moins trois bonnes raisons pour prendre ces chiffres avec des pincettes :

— La première, c'est que pour le même mois de juillet, l'indice CGT (généralement plus fidèle à la réalité) indique une augmentation trois fois plus importante : + 1 % (soit un rythme annuel de 12 % malgré le blocage !),

— La seconde, c'est le constat quotidien qu'ont pu faire des millions de travailleurs cet été en allant faire leurs achats : la seule chose qui soit vraiment bloquée, ce sont leurs salaires ; par contre, sur beaucoup de produits courants, les augmentations ont continué.

— Enfin, les relevés de juillet sont antérieurs à toute une série de « dérogations » et « d'assouplissements » qui ont été décidés fin juillet - début août. Tout indique que les chiffres des mois d'août et de septembre seront plus élevés. Et personne au gouvernement n'est en mesure de garantir qu'après un ralentissement — très relatif — on ne va pas assister, à la « sortie du blocage », à une nouvelle flambée générale des prix.

## Un blocage des prix en forme de passoire

Le gouvernement a décidé un blocage de la totalité des salaires sans autre exception que le SMIC. Par contre, pour les prix, les exceptions sont légion. Comme le signale la CGT, 37 % des produits de l'indice INSEE (plus d'un tiers !) y échappent :

- dès le début, les « produits frais » (lait, viande, conserves, fruits et légumes) en ont été exclus ;
- l'assurance automobile également (on y relève des hausses parfaitement légales allant jusqu'à 30 %) ;

- même chose pour l'essence qui a connu quatre augmentations en cinq mois (le super est passé de 4,12 francs à 4,51 en un an) ;

- par contre, on ne touche pas aux super-profits des sociétés pétrolières. Une nouvelle hausse est d'ailleurs prévue pour septembre. Elle s'accompagnera d'augmentations des tarifs EDF-GDF qui tomberont à l'automne (après avoir été retardées « pour éviter un mauvais indice »). A cela, il faut ajouter les dérogations décidées par le Comité national des prix du 4 août : sur le sucre, sur la viande de porc et les corps gras alimentaires.

De plus, les fournitures scolaires connaîtront, elles aussi, des

augmentations significatives. Et, même si celles-ci sont en principe plafonnées à 10 %, les familles qui vivent sur des salaires bloqués les sentiront dès le mois de septembre. On le voit, les « dérogations » consenties par le gouvernement ne concernent pas des produits de luxe, mais des produits de consommation courante qui tous occupent une place importante dans le budget des travailleurs.

D'autre part, le gouvernement ne s'est pas réellement donné les moyens de contrôler les prix qui sont théoriquement bloqués : le nombre de fonctionnaires qui en sont chargés reste dérisoire, même si l'on a transformé pour la circonstance quelques gendarmes en contrôleurs de prix.

Certes, dans quelques villes, les associations de consommateurs et les syndicats ouvriers ont mené bataille contre des fraudes, en particulier dans les grandes surfaces. Ils ont recueilli des dizaines d'exemples de manipulations de prix (hausse préventive, changements de produits, etc.). Mais ces actions sont restées relativement isolées et n'ont pas pesé sur le mouvement général des prix. Combien de fraudes ignorées pour celles qui sont connues ? Et parmi celles qui sont révélées, combien de fraudes sanctionnées et corrigées ?

Mauroy donne lui-même un ordre de grandeur en annonçant fièrement que, sur l'ensemble du pays, « une vingtaine d'informations judiciaires ont été ouvertes »...

## Salaires bloqués, pouvoir d'achat en baisse

Par contre, le dispositif de blocage des salaires est particulièrement rigoureux. Tout le monde a pu le constater. Une circulaire du CNPF vient de rappeler à l'ordre les patrons qui seraient tentés d'acheter la paix sociale dans leur usine par des augmentations : il faut que le blocage soit total et que la discipline patronale fonctionne à 100 %.

Aucune exception, même pour les travailleurs dont les salaires sont à la traîne depuis des années par rapport à ceux de la profession. Les patrons utilisent à fond les décisions gouvernementales pour s'opposer aux revendications les plus légitimes : l'exemple des grévistes de Talbot est là pour le rappeler. On a même vu certains d'entre eux expliquer avec un petit sourire : « Adressez-vous au gouvernement. C'est vous qui les avez élus. Si je vous augmentais, je devrais payer une amende fixée à tel montant par salarié... »

A la veille des vacances, un dirigeant du PS se demandait gravement s'il n'y avait pas un danger que le blocage des salaires et des prix soit un « marché de dupe ». La réponse est évidente.

Félix Lourson



## PAS QUESTION D'ACCEPTER UNE BAISSE DU POUVOIR D'ACHAT

**A** U cours des prochains mois les salaires ne devraient presque plus augmenter, peut-être 0,2 % par mois. Si la hausse des prix se maintient à 0,5 ou 0,6 % par mois — il est difficile d'espérer mieux — la baisse du pouvoir d'achat sera chaque mois d'environ 0,3 à 0,4 %. En un an, cela représente une réduction de 4 à 5 % du niveau de vie. Il faut remonter très loin dans le temps pour trouver pareil phénomène.

Ce scénario développé dans *le Monde* du 8 août reflète assez bien ce qui se passera, si la politique salariale du gouvernement n'est pas mise en échec.

**Non à toute baisse du niveau de vie : levée du blocage, rattrapage intégral de ce qui a été perdu !**

Mauroy a fait connaître les intentions du gouvernement en matière de salaire : pas de rattrapage ; sortie négociée du blocage en essayant d'obtenir une autolimitation des augmentations salariales par les syndicats. Au total l'objectif est d'arriver — dans le meilleur des cas — à un maintien du pouvoir d'achat moyen pour la fin de l'année 1983. Autrement dit à une baisse

« librement consentie » de la masse des salaires qui sont « au-dessus de la moyenne ».

Dans cette situation les directions syndicales passent déjà leur temps à discuter de la « sortie du blocage », sans plus se préoccuper des moyens de le mettre en échec pour la rentrée. Elles semblent déjà « tourner la page ».

Ce qui est au contraire à l'ordre du jour, c'est la lutte pour la levée immédiate du blocage, le rattrapage intégral de tout le pouvoir d'achat perdu, le versement immédiat de toutes les augmentations qui étaient dues.

**Non à toute autolimitation des augmentations de salaires !**

La direction de la CFDT va jusqu'à préconiser le blocage des primes de certains salaires, sous prétexte de relever les plus bas.

La CGT réclame le maintien du pouvoir d'achat pour tous, mais ne revendique plus que l'augmentation des salaires les plus bas. Et elle révisé en baisse le montant du SMIC voté par son propre congrès (de 4 100 à 3 600 F).

Bergeron se prononce contre tout encadrement national des revenus, mais laisse entendre que FO saurait

faire preuve de modération sur le terrain des négociations par branches.

Il n'est pas question d'accepter de « déshabiller Pierre pour habiller Paul » sous prétexte de « nouvelles solidarités ». Il faut se prononcer pour une augmentation générale des salaires, contre toute forme de contrat liant le niveau des salaires à celui de l'emploi, aux horaires, ou à la productivité.

**Pour garantir le pouvoir d'achat, échelle mobile des salaires !**

Mauroy a reconnu que les salaires ne sont pas responsables de la hausse des prix. Il n'y a donc aucune raison de les laisser rogner par l'inflation.

Et le seul moyen de garantir leur valeur c'est de les indexer automatiquement sur les prix : par un système d'échelle mobile.

C'est une revendication réaliste, puisque même des gouvernements dirigés par des bourgeois l'ont mise en pratique en Belgique ou en Italie.

C'est un acquis important pour la classe ouvrière. Il suffit de voir l'acharnement des travailleurs italiens et belges à défendre l'échelle mobile contre les tentatives patronales de la remettre en cause, pour s'en rendre compte.

# MODERATION SYNDICALE FACE A L'AUSTERITE

**C**GT, CFDT et FO se sont penchées cet été sur les raisons du mécontentement, de la désillusion chez les travailleurs.

Louis Viannet, dans *l'Huma* du 30 juillet, reconnaît le désenchantement chez les salariés. Mais, « de là », dit-il, « à suivre ceux qui vont jusqu'à se demander si nous n'en sommes pas à la mise à feu de la fusée "austérité de gauche", il y a une marge ». Viannet, promu secrétaire confédéral en juin à Lille, nie donc que le blocage des salaires, la chute des prestations sociales et l'augmentation des cotisations, ce soit de l'austérité. La CGT aura donc l'échine souple face au gouvernement et s'obstinera à voir dans toute mesure gouvernementale un aspect positif. Elle a mis les congés payés à profit pour lancer une grande campagne tricolore, pour produire et consommer français. Les syndicats, invités à ne pas voir l'austérité, ont pour mission de trouver des marchés français pour leur entreprise. Ainsi, la CGT d'Hispano et de la RATP ont contraint leurs directions à acheter des turbines françaises. Comme en juillet, la BNP et CII-Honeywell Bull avaient contraint la banque à s'électrifier bleu, blanc, rouge.

On a vu des articles vengeurs, démontrant que sur une R4, selon *l'Huma*, 42 sous-traitants étrangers intervenaient dans sa réalisation (dont 19 allemands...). Emporté par sa fougue aux couleurs de la France, l'éditorialiste du quotidien du PCF du 26 juillet donnait comme consigne : « Atelier par atelier, bureau par bureau, laboratoire par laboratoire, les comités d'entreprises avec l'ensemble des travailleurs peuvent dresser des listes de ce qui pourrait être acheté et produit en France. » René Le Guen, le 27 juillet, lançait le cri « produire 30 millions de tonnes de charbon ». Pendant ce temps, la direction confédérale de la CGT se contente de demander une réforme de la fiscalité, la participation des CE au contrôle des prix, et... le maintien du pouvoir d'achat : l'intérêt national oblige à mettre du bleu et du blanc dans son rouge.

La CFDT trouve des accents subtils pour éviter de voir l'horrible bête « austérité ». Edmond Maire, dans *le Monde* daté du 19 août, s'interroge : quelles sont donc les raisons du « désenchantement », après le 10

mai ? Rejetant l'explication grossière de la responsabilité patronale et de la droite, balayant l'argument de l'incompétence gouvernementale, il plaide pour la citoyenneté à l'entreprise. Les rapports sociaux sont archaïques à l'entreprise, dit-il. Il est temps de faire fructifier l'énorme capital de la créativité ouvrière. Comment ? En donnant la parole aux travailleurs pour qu'ils améliorent, par suggestions et propositions, les conditions de travail, de production, d'organisation de l'entreprise. Il y a une « stérilisation de l'innovation individuelle », nous explique Maire. Laissons les bouches s'ouvrir à l'entreprise et l'huile coulera à flot dans l'engrenage grippé des rapports sociaux. S'opposant au recours centralisateur à la loi, il plaide pour un « contrat social ». Le seul endroit où Maire est gêné par l'austérité, c'est le SMIC : il le veut de 2 % supérieur. Ce n'est pas rue Montholon qu'on prépare une riposte à l'austérité.

André Bergeron, interviewé le 14 août par *le Monde*, tire gentiment les oreilles d'un gouvernement un peu hâbleur. Mauroy a eu tort, dit-il, de présenter les difficultés actuelles comme l'héritage de la droite. Il y a une crise des systèmes à économie libérale, dit justement Bergeron. Aussi, après le 10 mai, on n'aurait pas dû promettre de grandes réformes alors que la récession guettait l'économie.

Bergeron prévoit une perte de 5 à 10 % du pouvoir d'achat et un mécontentement accru des classes moyennes. Mais il refuse toute unité d'action syndicale en maintenant ses exclusives contre la CGT, tout en laissant planer l'idée d'un front syndical avec des organisations de droite comme la CGC avec laquelle une manifestation est envisagée pour la rentrée.

Les syndicats affichent une modération en béton armé devant l'austérité. Un ton qui risque de heurter ceux qui auront à payer la cotisation chômage, ceux qui verront leurs salaires bloqués, ceux qui verront les prestations sociales réduites. C'est-à-dire la majorité des travailleurs.

Les discours de rentrée indiqueront si les confédérations pourront à ce point sous-estimer le mécontentement ouvrier...

Jean Lantier



Mitterrand revient sur ses promesses...

## LE 23 OCTOBRE MANIFESTATION NATIONALE UNITAIRE POUR LE REMBOURSEMENT DE L'AVORTEMENT PAR LA SECURITE SOCIALE

**A** la veille du 8 mars, après un comité inter-ministériel, Pierre Mauroy et Yvette Roudy annonçaient solennellement que l'avortement serait remboursé à 75 % dès le 1<sup>er</sup> septembre. C'était enfin la mise en œuvre de la seule promesse concrète faite aux femmes par Mitterrand et les socialistes lors de la campagne électorale de 1981. Pour les féministes qui, depuis 10 ans, se battent pour l'avortement libre et gratuit, cette mesure n'était pas suffisante pour répondre aux besoins des femmes mais, c'était un point d'appui important et, comme l'a répété à plusieurs reprises Y. Roudy elle-même, « une mesure de justice sociale » élémentaire, puisque l'avortement même légalisé reste, à cause de son coût, entre autres, (800 F environ), difficilement accessible aux femmes les plus démunies.

Pourtant, rapidement, ce fut l'inquiétude. Et c'est au mois d'août, à l'exemple de la droite qui attend toujours les congés d'été pour annoncer ses mauvais coups, que le gouvernement fit savoir par la presse qu'il reportait sine die le remboursement de l'avortement. Il espérait sans doute, ainsi, amortir les réactions qu'on pouvait prévoir violentes à une décision qui bafoue le droit fondamental des femmes.

### Des arguments creux et contradictoires

Mais quels arguments furent avancés pour justifier ce revirement ? Il appartenait à Y. Roudy d'expliquer la décision du ministère des Affaires sociales et de la Solidarité : « ... Il est des choix difficiles, voire déchirants. Il est exact que le remboursement de l'IVG, mesure de justice sociale, représente une charge sociale supplémentaire qui n'est pas considérable, mais qui n'est pas négligeable au moment où un sérieux problème de rééquilibrage du budget de la Sécurité sociale est à l'ordre du jour (...) Dans ce contexte, il est apparu qu'aucune

dépense supplémentaire ne pouvait, pour l'instant, être faite... »

Toute la presse soulignait immédiatement que cet argument, avancé du bout des lèvres, n'était pas sérieux :

— 200 millions face au déficit théorique de 10 milliards de la Sécurité sociale, ce sont des économies de bout de chandelle réalisées en sacrifiant honteusement la santé des femmes ;

— de toutes façons, ces « économies » seraient largement compensées par les dépenses inévitables occasionnées par les suites tragiques des avortements clandestins, sans compter les ressources fiscales soustraites par les cliniques privées qui ne déclarent pas l'ensemble des avortements qu'elles pratiquent. Quand on sait que l'INED (Institut national d'étude démographique) estime à 100 000 le nombre des avortements clandestins et non déclarés, ce n'est pas une bagatelle...

Mais cette argumentation fut balayée par Bérégovoy lui-même dans une interview à Antenne 2 réalisée le lendemain : « ... Cette mesure n'était pas programmée dans les dépenses, elle n'a pas pu être programmée dans les économies (...) par conséquent ce n'est pas une question d'argent (...) ». La vraie raison nous est livrée, de manière on ne peut plus claire et cynique, par le ministre en personne : « Le gouvernement, c'est son devoir, doit prendre en considération tous les éléments et avancer de telle manière que, lorsque l'engagement sera exécuté, aucune famille spirituelle, aucune femme, aucun homme ne puisse se trouver confronté à un problème douloureux... »

Cet argument a de quoi effarer lorsqu'on sait qu'un sondage réalisé en novembre 1981 par la SOFRES pour le compte de *France-Soir* avait révélé que 67 % des Français (hommes et femmes, de toutes obédiences), étaient favorables à un remboursement de l'avortement par la Sécurité sociale. Ce sondage ne faisait d'ailleurs que refléter l'évolution de l'opinion provoquée par les mo-

bilisations les plus massives qu'on ait connues sur la question des droits des femmes depuis 12 ans.

### Une capitulation devant la droite

Qui cherche donc à ménager le gouvernement sinon la droite et l'extrême droite qui ont exprimé leur hostilité à ce projet au mois de mai dernier ? Rappelons-nous la manifestation de « Laissez-les vivre » à Paris. Le gouvernement choisit donc de capituler lamentablement face à une poignée d'irréductibles, au lieu de s'appuyer sur la mobilisation d'ores et déjà acquise des femmes et des travailleurs.

En faisant marche arrière sur cette question, le gouvernement montre qu'il est prêt à brader toutes les autres revendications.

Mais c'est une lourde erreur que de croire qu'un tel recul sera accepté. Pour les centaines de milliers de femmes et de travailleurs qui se sont mobilisés depuis plus de 10 ans pour imposer la liberté de l'avortement, l'inconsistance de l'argumentation gouvernementale est flagrante et il n'y a pas lieu de se résigner.

L'ensemble des réactions syndicales, politiques, etc., contestant cette décision prouve qu'il est possible d'obliger le gouvernement à tenir ses engagements. C'est pourquoi nous pensons qu'il est urgent que toutes les organisations féministes, syndicales et politiques de gauche se rencontrent pour préparer ensemble la manifestation du 23 octobre prochain. Jusqu'à maintenant, seuls le Planning familial, les Groupes femmes, l'URP-CFDT, l'ANCIC, etc. appellent à la manifestation du 23 octobre. Les autres syndicats ne se sont, pour l'instant, pas encore associés à cet appel et les partis politiques n'ont pas encore été sollicités. C'est indiquer les efforts à déployer pour que, le 23 octobre prochain, la mobilisation soit la plus large et la plus unitaire possible.

Sonia Folloni  
Claire Bataille

## Critique Communiste

APRES UN MOIS D'INTERRUPTION, CRITIQUE  
COMMUNISTE REPARAIT !

Au sommaire du n° de septembre (n°11)

- LA DOUBLE DEFAITE DE BEYROUTH
- LE SIONISME CONTRE LE PEUPLE PALESTINIEN  
LA GUERRE CIVILE DE 1975/76 AU LIBAN
- LA QUESTION JUIVE AUJOURD'HUI
- DOSSIER : LES REVENUS ET LA FORTUNE EN  
FRANCE
- BOULEVERSEMENT DE LA PAYSANNERIE FRAN-  
ÇAISE DEPUIS 1945
- ANTILLES : DECENTRALISATION OU DECOLONI-  
SATION ?

Critique communiste, revue mensuelle de la Ligue communiste ré-  
volutionnaire, 36 pages. 10 francs.

## Un terrorisme aux conséquences réactionnaires

**T**ERRORISME. Ce mot engendre désormais une véritable psychose. Au cours du mois d'août, les attentats se sont multipliés, culminant dans la tuerie de la rue des Rosiers.

C'est un sentiment d'horreur et de dégoût qu'on éprouve devant la violence aveugle qui a frappé le vieux quartier juif de Paris. Quels qu'en soient les auteurs, cet acte ne pouvait avoir que les conséquences les plus réactionnaires. Il ne pouvait, en tout cas, prétendre constituer une riposte aux massacres perpétrés par Tsahal au Liban. Car, en s'en prenant à des passants innocents, en semblant rendre tous les Juifs responsables de la politique de l'Etat sioniste, les tueurs n'ont fait qu'exacerber l'antagonisme entre Juifs et Arabes au détriment de leur nécessaire unité contre un ennemi commun.

Qu'ils le veuillent ou non, les responsables de la tuerie ont servi au premier chef les objectifs de Begin et Sharon. D'abord, en employant des méthodes de terreur contre toute une population qui, au fond, sont similaires à celles des massacreurs de la résistance palestinienne. La seule différence notable réside dans le degré de violence et le nombre des victimes. Ensuite, en accréditant l'idée que se développerait à la faveur des mouvements de protestation contre l'invasion du Liban, une gigantesque campagne antisémite. Ce qui revient à favoriser la restauration d'un consensus passablement ébranlé entre les différentes communautés juives et le gouvernement de Jérusalem. Ajoutons enfin, que cette action alimente les desseins de ceux qui, à droite, cherchent, par une stratégie de tension, à mettre un terme aux espoirs nés du 10 mai 1981.

**E**N France, aujourd'hui, le terrorisme comme forme de lutte politique n'a aucun caractère progressiste. L'exemple des autres pays d'Europe occidentale montre qu'il ne peut qu'alimenter la peur et la confusion dans l'opinion. Il permet dans la plupart des cas de susciter un mouvement favorable au renforcement de l'appareil d'Etat bourgeois. En ce sens, il est un obstacle à la lutte de la classe ouvrière pour ses propres intérêts.

La vague actuelle de terrorisme trouve sa source dans la convergence de deux éléments. Un certain nombre de militants issus de groupes ultra-gauches disparus semblent vouloir emprunter à leur tour la voie des Brigades rouges italiennes et de la Fraction armée rouge allemande et substituer leur action armée au mouvement de masses. Parce qu'il s'agit de petits groupes sans la moindre influence populaire, le recours à un tel type d'action est non seulement suicidaire, mais il permet toutes les manipulations.

Mais, l'instabilité au Moyen-Orient, le regain des tensions internationales ont conduit à une nouvelle variété de terrorisme. Ce sont désormais les services secrets qui utilisent massivement ce moyen d'action pour mettre en difficulté et abattre leurs adversaires. L'attentat de la rue Marbœuf, le 22 avril, dont l'inspiration paraît venir de Syrie, en est la parfaite illustration, tout comme l'explosion récente d'une voiture piégée devant le consulat d'Irak. Les réseaux de ce terrorisme d'Etat recoupent ceux de groupes internationaux aux objectifs plus qu'ambigus, comme celui du dissident palestinien Abou Nidal — dont ont reparlé à propos de la rue des Rosiers — qui s'est spécialisé dans l'assassinat de responsables de l'OLP et dans les provocations antisémites. Cette dernière forme de terreur contribue au développement d'opérations psychologiques destinées à brouiller les cartes au point qu'il devient impossible de savoir qui travaille pour quoi.

**I**L n'en fallait pas plus pour que se déclenche une vigoureuse opération d'intoxication de la droite, une campagne où se mêlent racisme, xénophobie et haine du « rouge ». D. Jamet écrivait par exemple dans le *Quotidien de Paris* du 23 août : « La peur s'est abattue sur Paris. Elle vient d'Orient, elle a un relais à l'extrême-gauche ». Derrière la violence verbale, le but est clair : mettre un coup d'arrêt aux timides tentatives de libéralisation du gouvernement, obtenir le renforcement de l'appareil répressif et viser certaines fractions du mouvement ouvrier (en commençant par les militants étrangers et l'extrême-gauche). Il faut, hélas, remarquer que, par ses premières décisions, la majorité a choisi de donner partiellement satisfaction à la réaction (voir ci-contre).

Les révolutionnaires condamnent et combattent sans équivoque le type de violence armée auquel on assiste actuellement et qui n'a rien à voir avec la lutte des masses pour leurs droits. Mais ils n'entendent pas pour autant se mêler au concert de ceux qui cautionnent cet autre terrorisme que pratiquent dans des proportions sans commune mesure les classes possédantes en niant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. C'est en développant leur propre combat, en contribuant à la suppression de l'exploitation et de l'oppression capitalistes, que les travailleurs liquideront le plus sûrement les racines du terrorisme.

Christian Picquet

## Le plan de Mitterrand

# DES DISPOSITIONS DANGEREUSES POUR LES LIBERTES



Les supers-gendarmes du GIGN à l'entraînement.

**D**ANS tous les pays européens, les mesures de lutte contre le terrorisme ont abouti à de graves atteintes aux garanties démocratiques élémentaires. La France peut-elle échapper à une telle dynamique ? A entendre François Mitterrand lors de son intervention télévisée du 17 août, il ne saurait être question d'emboîter le pas à nos voisins et de recréer des juridictions d'exception : « Avec un excès de mesures répressives, on finit toujours par tomber du côté où il ne faut pas tomber : celui qui fait tomber les républiques ». Pourtant, la satisfaction affichée par l'ensemble des forces réactionnaires contredit ces belles affirmations.

### L'appareil répressif renforcé

Et, de fait, lorsqu'on examine les principales dispositions du plan gouvernemental, on s'aperçoit que celles-ci portent en germe de lourds risques de dérapage.

● **Une augmentation massive des effectifs policiers.** Le chef de l'Etat a annoncé que les budgets 1982 et 1983 financeront le recrutement de plus de 10 000 nouveaux flics. Alors que l'appareil répressif de la V<sup>e</sup> République est déjà l'un des plus imposants d'Europe, on voit d'emblée toutes les implications d'une telle mesure.

● **Un fichier international informatisé.** L'annonce de la création d'un « fichier central informatisé du terrorisme avec l'ensemble des données de caractère international » ne fait que rendre publique une décision déjà prise depuis trois mois, sans d'ailleurs que la Commission nationale de l'informatique et des libertés ait été consultée comme c'est la règle. C'est peut-être l'une des décisions les plus graves. Car, qui déterminera l'ampleur des renseignements qui doivent être stockés pour rendre efficace l'action

contre les groupes terroristes ? La porte est ouverte à tous les abus et au fichage de toute une catégorie de la population dont le profil serait jugé « suspect ». C'est ainsi qu'en Allemagne fédérale, près de quatre millions de citoyens sont répertoriés par l'ordinateur du Bundeskriminalamt (BKA, l'Office criminel fédéral).

A ces craintes, les représentants du ministère de l'Intérieur rétorquent qu'ils n'ont « ni l'argent, ni l'équipement, ni le personnel nécessaires pour imiter le BKA ». Un tel argument constitue-t-il une véritable garantie ?

● **Un « M. Antiterrorisme ».** La nomination de Christian Prouteau, patron du GIGN (groupe d'élite de la gendarmerie nationale) comme responsable d'une mission de coordination, d'information et d'action contre le terrorisme présente quelques similitudes avec le processus qui a conduit en Italie à la constitution des unités spéciales de carabinieri du général della Chiesa. Le GIGN vient d'ailleurs de se voir épaulé sur tout le territoire par cent vingt-sept « équipes légères d'intervention » (1 300 hommes bien entraînés) formés dans le plus grand secret depuis un an.

Pour rassurer une hiérarchie policière qui se voyait d'un mauvais œil supplantée par un officier de gendarmerie, la présidence de la République a indiqué qu'il s'agirait essentiellement d'une fonction orientée vers la réflexion. Simultanément, l'ancien patron de la brigade anti-gang, le commissaire Broussard entrant à son tour au sommet de l'administration policière. Mais cela ne change rien à l'affaire. En pratique, ce gendarme d'élite ne sera contrôlé par personne, hormis l'Elysée.

Voilà un autre précédent fâcheux. On sait que de l'autre côté des Alpes, ce sont des dispositions du même ordre qui ont permis aux commandos de della Chiesa de bafouer les lois de l'Etat italien et de

pratiquer, sans encourir la moindre sanction, la torture contre ceux qu'ils soupçonnaient d'appartenance aux groupes clandestins. Notre inquiétude est encore renforcée par une petite phrase sibylline du chef de l'Etat : « Ce qui compte c'est la volonté de faire reculer le terrorisme partout où il se terre, de le traquer jusqu'à la racine ». Serait-ce là une manière d'indiquer dès maintenant que l'action de l'équipe Prouteau ne connaîtra ni frontières ni limites ?

### Une nouvelle philosophie

Dans un tel domaine, les bonnes intentions et les déclarations comptent moins que la dynamique des mesures concrètes. N'ayons pas peur des mots, tout ce qui a été adopté pour affirmer l'autorité du gouvernement, pourra demain, dans un autre contexte, constituer des armes redoutables contre les organisations ouvrières et le mouvement démocratique. D'autant que par leurs déclarations, certains ministres et responsables socialistes préparent l'opinion au renforcement de l'appareil répressif et n'hésitent pas à renier certains points fondamentaux du programme du candidat Mitterrand.

On vient de voir successivement Gaston Defferre prôner la redéfinition du droit d'asile et Marcel Debarge appeler au « contrôle rigoureux de l'immigration ». Quant à Joseph Franceschi, le nouveau sous-ministre de la police, il résume parfaitement ce qui semble être la nouvelle philosophie de la majorité : « Le besoin de sécurité des Français est toujours plus aigu face aux menaces de toute sorte, depuis la petite délinquance sur la voie publique ou la violence d'un forcené menaçant ses voisins de son arme jusqu'au terrorisme organisé ».

Christian Picquet



Quelques minutes après le passage des tueurs de la rue des Rosiers.

## ► APRES LA DISSOLUTION D'ACTION DIRECTE

**A**CTION directe, le groupe terroriste français le plus connu, a été dissous par le Conseil des ministres du 18 août.

Après le 10 mai 1981, cette organisation échoua dans ses tentatives de se lier à certains mouvements sociaux (par l'occupation de logements vétustes dans le quartier parisien de la Goutte d'Or par exemple). Elle s'enfonça progressivement dans une spirale aventuriste et militariste, favorisant toutes les campagnes d'intoxication comme lorsqu'au lendemain de la tuerie de la rue des Rosiers, elle revendiqua un certain nombre d'attentats « antisionistes ».

Ce mouvement ne pouvait guère échapper à cette logique infernale. A l'instar de ses homologues européens, il a, au nom d'un « projet communiste », opposé l'action de son petit appareil militaire à l'appareil répressif de l'Etat bourgeois. Jamais, il ne s'est soucié de savoir si son combat contribuait ou non à la mobilisation indépendante de la classe ouvrière. Son caractère marginal a, en fin de compte, permis son infiltration. Les policiers ne ca-

chent pas que leurs plus importants coups de filet ont été rendus possibles par la présence d'indicateurs au sein du groupe. Parallèlement, les règlements de compte se sont multipliés en son sein, sans qu'il soit possible de déterminer ce qui les motivait politiquement.

La décision gouvernementale ne mettra pas un terme à l'existence d'Action directe. On ne dissout pas des groupes déjà clandestins. Il reste que cette mesure introduit un précédent fâcheux pour une majorité qui affirme son hostilité aux mesures d'exception. La loi de 1936 contre les « ligues » a essentiellement servi depuis vingt ans, à réprimer des organisations révolutionnaires (dont par deux fois, notre courant) ou les nationalistes bretons, basques ou corses. Les militants d'Action directe pourront désormais se voir appliquer la notion de responsabilité collective et être emprisonnés pour simple reconstitution de ligue dissoute. Pour cette même raison, des personnes suspectées d'apporter une aide au mouvement interdit pourront également être poursuivies.

## Le Figaro et Le Pen attaquent la LCR

**D**ANS son numéro du 24 août, le Figaro a publié en première page un article intitulé : *Terrorisme et Action directe, les héritiers de Trotski*. L'auteur, Edmond Bergheaud, y dénonce violemment la LCR, — « un mouvement qui ne compte pas un militant ouvrier, pas une section d'entreprise » (sic) — et sa volonté de « déclencher des grèves surprises » (re-sic). Sa conclusion tient en une phrase : « C'est sur cette toile de fond, marquée par des chefs sans troupes ou des troupes sans chef, que sera finalement apparue la fraction la plus dure du trotskisme, celle qui, aujourd'hui, inspire un mouvement comme Action directe ». On l'aura compris, il s'agit de démontrer que l'extrême-gauche et, plus particulièrement, no-

tre organisation sont à l'origine du terrorisme en France. « Tuer à Paris », ajoute le plume du Figaro, « c'est dans leur optique, servir la révolution mondiale ».

Coincidence ? Le même jour, Radio Le Pen, expression confidentielle des nazillons du Front national, accusait ouvertement la LCR comme le PCF, et l'OLP d'être aux ordres de Moscou et notre camarade Krivine d'être le grand instigateur des agissements d'Action directe. Faut-il n'y voir que les délires d'individus bornés exhalant leur haine du mouvement ouvrier ? Pas seulement. L'expérience passée a montré que le développement convergent de telles calomnies ne devait rien au hasard et préparait toujours le terrain à des campagnes de plus grande envergure-

re débouchant sur des attaques qui ne se contentaient pas d'être verbales. Qu'on se souvienne des accusations portées par certaines feuilles contre Henri Curriel qui ont servi de prétexte à de multiples attentats contre son domicile et à son assassinat.

En s'en prenant à la LCR, parce qu'elle a manifesté un soutien sans failles aux luttes anti-impérialistes, la réaction montre qu'au delà des groupes clandestins, elle vise les droits d'organisation et d'expression de certaines organisations du mouvement ouvrier, celles qui apparaissent dans la conjoncture comme les meilleures cibles. En attendant de pouvoir étendre l'attaque. Un avertissement qu'il ne faut pas négliger.

C. P.

## Pour la première fois depuis le 10 mai une manifestation interdite

**L**E 19 août, une manifestation de soutien au peuple palestinien, appelée par la LCR et plusieurs organisations de travailleurs immigrés et comités de solidarité, a été interdite par le gouvernement. Cet événement survenu en pléines vacances et dans une période où l'opinion était encore traumatisée par l'odieux attentat de la rue des Rosiers est d'une extrême gravité.

La première atteinte au droit de manifester depuis le 10 mai touche une organisation ouvrière et cela au nom de la défense de « l'ordre public ». En agissant ainsi, le gouvernement a fait une double démonstration. D'une part il a confirmé le peu de cas qu'il fait de la mobilisation populaire face à des attentats qui, indépendamment des motivations de leurs auteurs, ont aussi pour fonction de déstabiliser la nouvelle majorité. Comme ses prédécesseurs, ce gouvernement préfère utiliser les moyens classiques de police ou de diplomatie. Pendant près d'une heure, la préfecture de police nous a expliqué que cette manifestation était « politiquement inopportune », qu'elle pouvait donner lieu à des provocations, comme si les provocations antisémites n'avaient pas existé avant, au moment où Beyrouth s'effondrait sous les bombes sionistes.

La deuxième démonstration qui,

apparaît sous forme d'avertissement à tout le mouvement ouvrier, c'est la décision du gouvernement de choisir désormais ce qui conforte sa politique et d'interdire ce qui lui semble contraire. Droit exorbitant qui est la négation même de tout exercice des libertés démocratiques les plus élémentaires. Il en fut ainsi de la manifestation organisée à l'initiative du PC après l'attentat de la rue des Rosiers, annulée à la demande de Defferre. Quant au rassemblement organisé par le MRAP le 24 août à Paris, il n'a été autorisé qu'après discussion des mots d'ordre avec les autorités. Ce qui n'a d'ailleurs pas empêché le PS de refuser de s'y associer compte tenu « de la diversité des mots d'ordre retenus, des provocations et des débordements possibles après l'interdiction de la manifestation de la LCR » (dépêche de l'ACP, l'agence de presse liée à Defferre).

Comme on le voit, l'interdiction de notre manifestation est un précédent très dangereux qui, demain, pourra être utilisé contre des travailleurs manifestant, par exemple, contre le blocage des salaires.

Certes, le moment était bien choisi pour empêcher une riposte massive à cette première interdiction gouvernementale. Par esprit de responsabilité et pour éviter dans les circonstances actuelles des affrontements inopportuns,

nous avons annulé notre manifestation. Mais le gouvernement ne doit pas avoir l'illusion qu'il pourra à l'avenir se faire le censeur des mobilisations populaires.

Nous avons suffisamment été victimes des mesures répressives de la droite pour apprécier les timides pas en avant accomplis au niveau des libertés par la nouvelle majorité mais jamais nous n'accepterons de tolérer de la part de cette majorité, que nous avons contribué à élire, ce que nous avons toujours refusé sous le règne des Marcellin, Poniatowski ou Bonnet.

Alain Krivine

Après l'interdiction de la manifestation du 19 août plusieurs organisations ont protesté notamment le PSU, Lutte ouvrière, l'Association médicale franco-palestinienne. Nous publions ci-dessous le communiqué du PSU :

« A la suite de l'interdiction hier d'une manifestation organisée notamment par la LCR, le PSU considère que les raisons invoquées par la préfecture de Paris ne sont pas satisfaisantes pour justifier cette mesure. Le PSU n'est pas pour sa part favorable dans la période actuelle à des manifestations qui pourraient donner lieu à des provocations, il a pris et continue de prendre des initiatives pour sensibiliser l'opinion publique française au problème du Liban et de Palestiniens. Il estime cependant que l'interdiction d'une manifestation est une décision grave qui touche à la liberté d'expression et ne devrait donc pas être prise à la légère ».

## ELECTIONS REGIONALES EN CORSE

# Une défaite pour les clans mais rien n'est réglé

**A**INSI donc, c'est fait : la Corse a voté pour élire son assemblée régionale. Et dans le calme encore. C'est là, la seule victoire probante du gouvernement.

Les résultats, à l'inverse, sont plus que décevants pour les socialistes. Divisés par le jeu de Bastien Leccia, l'homme lige du ministre de l'Intérieur, ils présentaient deux listes. La première, officielle dirigée par le PS de la Corse du Sud représentait la sensibilité la plus fermée à l'autonomisme. La seconde, menée par Charles Santoni et l'amiral Sanguinetti, se voulait l'expression d'un socialisme ouvert au courant d'idée autonomiste. Elle critiquait en particulier un « statut particulier » bien en retrait sur les promesses initiales du pouvoir. La division a réduit ces deux courants à peu de chose.

Les seconds grands perdants de l'affaire sont les clans, incapables de conserver la majorité absolue dans l'île, et durement atteints par la campagne des autonomistes d'Edmond Simeoni. Et c'est là, sinon la surprise du moins la nouveauté : l'Union du Populu Corsu (UPC) dépasse la barre des 10 % et remplit

désormais le rôle d'arbitre. Ainsi, l'ancien condamné par la Cour de Sécurité de l'Etat devient député de son île. Le succès est plein et entier. L'élection du président de l'Assemblée a démontré que le Parti communiste n'était pas prêt d'abandonner ses alliances avec le clan radicale de gauche du sénateur Giacobbi pas plus d'ailleurs que le PS. Il est vrai que l'UPC, en voulant faire le tri entre les bons radicaux et les mauvais, brouille les cartes d'un jeu déjà bien compliqué par le clanisme.

### L'impasse de la collaboration avec les clans...

L'assemblée ainsi élue va désormais devoir faire ses preuves. Vient alors les difficultés. La première, et non la moindre est la supériorité numérique des clans toutes tendances confondues. L'histoire de l'île démontre que la notion de droite et de gauche mise en avant par le PC pour justifier son vote en faveur du candidat radical de gauche a bien peu de sens. Ainsi le chef radical de

gauche Giacobbi votait de Gaule en 1958 tandis que Rocca Serra dirigeant du clan gaulliste se proclamait radical. Leur seule vérité est de garder le pouvoir quel qu'en soit le prix à payer. Ces hommes-là ont été les complices, sinon les auteurs, de toutes les combinaisons et ils le resteront. Le piège pour les autonomistes et les représentants du PC et du PS serait de tremper dans les magouilles de pensions, de fonds dilapidés pour d'obscures affaires immobilières jamais élucidées. Si cela devait être, une bonne partie de leurs électeurs pencherait vers les clandestins du FLNC qui viennent de rompre une trêve vieille de un an et demi.

La situation s'est singulièrement tendue depuis le scrutin du 8 août. Les autonomistes ont joué leur carte majeure. Ils ont en quelque sorte lié leur sort à l'avenir du statut particulier et risquent, en cas d'échec, d'en subir les conséquences. A l'inverse, si elle réussit, ne serait-ce que partiellement, le FLNC risque de se trouver marginalisé et ce faisant, fragile face à la répression.

### ... et de la lutte armée

La voie que les indépendantistes ont choisie est extrêmement dangereuse pour eux et pour le mouvement nationaliste en général. Ecartant de toutes responsabilités, voire excluant, leurs militants les plus à gauche, ils ont décidé de renverser la vapeur et de se lancer dans la lutte armée (1). Cela peut conduire à toutes les aventures. Le FLNC préfère masquer sa carence politique par un activisme armé. Certains nationalistes clandestins ne cachaient pas, peu après l'accession de Mitterrand au pouvoir, que pour eux, l'arrivée de la gauche signifiait une catastrophe. La droite au moins réprimait et de ce fait suscitait un mouvement de solidarité. La gauche, et son statut particulier, ne pouvait que démobilitiser. De là à penser que les mêmes nationalistes cherchent aujourd'hui à surmonter la situation en recourant à la logique infernale « répression-solidarité-répression », il n'y a qu'un pas que d'aucuns franchissent. En tout état de cause, une telle attitude si elle devait être confirmée, outre

qu'elle prête le flanc à toutes les provocations et notamment à celles de l'extrême droite, ne peut mener qu'à un passage physique du mouvement nationaliste par l'appareil d'Etat. Une majorité de Corses ont voté pour leur assemblée. Que cela plaise ou non c'est ainsi. Cela témoigne d'un niveau de conscience tout à fait remarquable dans le cadre d'une France jacobine, et jusque-là intransigeante. Si le droit à l'autodétermination est un juste droit, mener aujourd'hui la lutte armée est le plus sûr moyen de se suicider, d'isoler la lutte du peuple corse par rapport au mouvement ouvrier français.

Etant entendu que ce qui est vrai aujourd'hui ne le sera pas forcément demain.

Les élections ont montré qu'il existe aujourd'hui un terrain favorable au développement d'un courant socialiste révolutionnaire qui prenne en compte les droits nationaux du peuple corse.

A. M.

(1) Jusqu'alors le FLNC pratiquait la « propagande armée ».

# VENTE D'ARMES FRANÇAISES : une nouvelle politique de marchands de canons

S'il est un domaine où le gouvernement peut se prévaloir d'une incontestable réussite économique, c'est bien celui des ventes d'armes et de matériels militaires. C'est même un sinistre record qui a été établi dans les premiers mois de 1982 puisque les commandes passées à l'industrie française d'armement ont fait dans cette période un véritable bond en avant. La comparaison avec le montant des commandes enregistrées en 1981 ne laisse aucun doute sur ce point. C'est précis, c'est net, c'est le meilleur indice pour apprécier la portée de changement ou de l'absence de changement intervenu dans ce domaine depuis un peu plus d'un an.

En 1981, les marchands de canons français avaient enregistré un montant record de commandes pour 33,8 milliards de francs au total selon les données établies par l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI) qui fait autorité en la matière. Et bien, les contrats signés pour 1982, pour la plupart au début de l'année, représentent déjà un montant approximatif de près de 30 milliards de francs. Encore faut-il préciser qu'il ne s'agit là que d'une estimation à partir des données rendues publiques dans ce domaine où la politique du secret commercial et militaire est toujours de rigueur.

De plus, les bonnes performances du matériel français dans le conflit récent des Malouines ou dans la guerre entre l'Irak et l'Iran, bonnes performances d'ailleurs mises en valeur par une véritable campagne de promotion, devraient se traduire par une nouvelle et importante progression des commandes au cours du second semestre 1982, au plus tard au début de l'année 1983. Ainsi le constat s'impose de manière brutale : le gouvernement Mauroy fait mieux que Giscard même si une certaine inquiétude agite le lobby militaro-industriel pour l'avenir, inquiétude dont témoigne un article récent de Jacques Isnard dans *Le Monde* et sur laquelle nous reviendrons.

## Une logique infernale...

C'est en vérité à une logique infernale qu'il n'a pu ni voulu casser que s'est heurté le gouvernement. Cette logique infernale est pour une part héritée d'une situation exceptionnelle voulue par les gouvernements de droite qui se sont succédé pendant vingt-trois ans à la tête du pays. La France occupe en effet la troisième place au palmarès des marchands de canons avec une part de l'ordre de 10 % du marché mondial. En 1981, par exemple elle a accaparé 9,7 % du marché derrière l'URSS (36,5 %) et les USA (33,6 %). L'industrie française de l'armement em-



ploie plus de 300 000 personnes. 40 % environ de l'effort public de recherche est détourné à des fins militaires. C'est dire qu'au total l'industrie d'armement a connu un développement hypertrophié par rapport au reste du potentiel économique et industriel.

Les exportations sont l'une des deux pièces maîtresses de ce secteur, l'autre étant constituée par les besoins, réels ou artificiellement suscités, de l'armée française. Ainsi, en 1980, les industriels de l'armement ont réalisé un chiffre d'affaires de 60 milliards de francs dont 23,5 à l'exportation. Un travailleur sur trois travaille dans ce secteur pour l'exportation.

Cette situation tout à fait exceptionnelle place le pays de très loin à la première place pour la production et l'exportation de matériel militaire par tête d'habitant. Ce sont les résultats d'une politique impérialiste particulièrement agressive dans la dernière décennie, qui a vu croître les crédits militaires de manière exorbitante et se multiplier les opérations de maintien de l'ordre impérialiste de la part de l'armée française.

Il n'y a pas en effet de croissance possible du volume des exportations sans extension du marché national : vendre un matériel militaire exige d'en doter préalablement son armée et ce en quantité appréciable. Non seulement, c'est un bon argument de vente, « la preuve que c'est fiable, c'est que nous nous en servons » mais c'est aussi et surtout une nécessité du point de vue du prix moyen de revient. Pour qu'un produit soit compétitif sur le marché

mondial, il ne suffit pas qu'il soit performant, encore faut-il qu'il soit abordable. Il s'agit de l'une des raisons principales de la tendance à la croissance toujours plus importante des crédits d'équipement dans le budget militaire français. Cela d'autant que la taille du pays et par voie de conséquence les capacités d'utilisation de matériel militaire de son armée le désavantage par rapport à l'URSS ou aux USA.

En outre le commerce des armes suppose un « service après-vente » particulièrement coûteux, et financièrement, et sur le plan politique. Chaque contrat s'accompagne généralement de clauses secrètes d'« assistance technique » qui sont autant d'engagements à assurer, y compris par des moyens militaires, le maintien de régimes plus ou moins menacés. Il ne s'agit pas d'un mince problème puisque les 3/4 des exportations françaises d'armement sont destinées à l'Afrique et au Moyen-Orient.

L'ensemble de ces données pèsent d'un tout autre poids que « les bons sentiments ». Ni le PCF, ni le PS ne l'ignoraient avant le 10 mai, lorsque F. Mitterrand expliquait dans *Le Monde* : « L'exportation des matériels d'armement doit obéir à des critères nouveaux, en conformité rigoureuse avec nos objectifs de politique étrangère, notamment à l'égard du tiers-monde. La France doit vendre des produits alimentaires plutôt que des armes. » (...) « Je n'approuve pas qu'une super-puissance additionne les poudrières dans toutes les dictatures du monde ; les super-puissances feraient mieux de se hâter vers le désarme-

ment plutôt que de créer de multiples occasions de déclencher les guerres locales qu'elles se contentent de regarder et d'entretenir. » Et que penser rétrospectivement de l'engagement de Pierre Mauroy en juin 1981 : « Nous entendons progressivement ne plus être un grand vendeur d'armes sur le plan international. » Il n'y avait en réalité que deux alternatives possibles, soit rompre radicalement avec l'orientation impérialiste héritée de la droite, soit l'assumer pleinement. C'est la seconde voie qui a été choisie très rapidement et qui explique les résultats actuels.

## Des enjeux pour aujourd'hui

Cette réalité peu contestable d'une politique de marchand de canons qui s'inscrit dans la continuité de l'héritage de la droite pose d'emblée une série d'enjeux politiques. Il ne peut être question dans le cadre de cet article de préciser tout ce qu'aurait impliqué une rupture radicale avec l'impérialisme dans ce domaine particulier des ventes d'armes qui touche en réalité à beaucoup d'autres. On se contentera d'aborder deux questions parmi les plus significatives.

L'abolition du secret entourant en France les décisions de mise en œuvre, de production et d'exportation de matériels militaires est de celles-ci. Il existe en effet un organisme chargé de veiller « à la régularité » du commerce des armes : la commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels

de guerre (CIEEMG). Placé directement sous l'autorité du Premier Ministre, cet organisme travaille dans l'ombre et préserve le secret à la fois commercial et militaire autour des transactions. Doivent, en principe, lui être soumises toutes les propositions de ventes pour qu'il émette un avis avant que le Premier Ministre accorde ou refuse son agrément. Tout se passe donc sans contrôle aucun du parlement. Il s'agit là d'une survivance des prérogatives que l'état fort accorde au gouvernement.

Le PC et le PS, du temps où ils étaient dans l'opposition, ont souvent réclamé un contrôle parlementaire sur le commerce des armes. Ainsi, en juillet 1978, le groupe socialiste déposait un projet de loi qui précisait : « La moralisation des ventes d'armes passe par toute une série de dispositions. En premier lieu le Parlement devrait être associé et donner son avis selon l'importance des contrats de vente, le pays considéré et l'incidence probable de telles livraisons. »

Assurément, un contrôle parlementaire ne réglerait rien sur le fond, mais la publicité autour des transactions aurait au moins l'avantage de permettre à tous d'avancer sur un terrain non miné. Et puis, les marchands de canons publics ou privés redoutent par-dessus tout que l'on fasse trop de bruit autour de leurs activités coupables. C'est pourquoi, l'abolition du secret entourant les transactions et l'instauration d'un contrôle parlementaire sont parties prenantes d'une exigence démocratique que l'on ne saurait négliger.

## Quelle attitude par rapport à la politique gouvernementale ?

En second lieu, il convient de démystifier la problématique officielle du gouvernement, ses fausses justifications et ses vraies raisons. Une partie du mouvement ouvrier a pu être troublée par les « beaux gestes » de l'immédiat après 10 mai. Aussitôt élu, F. Mitterrand n'avait-il pas accepté de visiter « la foire aux armes » de Satory qu'à la seule condition qu'on y présente des avions sans leur armement ? Et puis tous ne promettaient-ils pas « une moralisation » du commerce des armes qui signifierait un réel changement de cap pour l'avenir ?

En vérité, l'arbre ne pouvait durablement cacher la forêt. L'arbre ce fut cette mesure d'embargo en direction du Chili et de l'Afrique du Sud au nom justement de cette fausse « moralisation », C. Cheysson proclamant en juin 1981 « pas une arme, pas un boulon, pas un tour-

1. Les 8 principaux producteurs mondiaux d'armes (par catégorie d'armes).

Pays producteurs	Avions	Véhicules blindés	Missiles	Navires de guerre
Etats-Unis	91	16	41	33
URSS	40	8	34	30
France	36	9	28	23
Grande-Bretagne	24	14	19	26
Italie	24	6	14	15
R.F.A.	8	14	4	15
Chine	7	3	10	10
Suède	10	1	6	6

Ce tableau (source : SIPRI) témoigne à sa manière de la supériorité au moins qualitative du potentiel militaire global des pays occidentaux sur celui des pays de l'Est.

2. Les dépenses militaires dans le monde en 1981

Etats-Unis	134,39 milliards de dollars
URSS	118,8 "
Moyen-Orient	43,9 "
R.F.A.	25,5 "
France	23,6 "
Grande Bretagne	19,9 "
Afrique	13,6 "
Amérique Latine	8,5 "
Italie	8,3 "
Pays-Bas	4,9 "
Belgique	3,6 "

quelques

chiffres...

## • Déjà plus de 30 milliards de francs de commandes passées en 1982

## • Les fausses justifications et les vraies raisons de la politique gouvernementale

nevis militaires pour l'Afrique du Sud ». Il fallait appuyer cette mesure comme nous l'avons fait parce qu'elle était positive même si elle avait pour fonction de faire oublier le reste de la forêt, à savoir les milliards de contrats passés ou à passer avec des régimes guère plus recommandables.

Le contrat avec le Nicaragua sandiniste a posé des problèmes similaires. Comme l'a reconnu Haig lui-même, il s'agissait de « pécadilles », essentiellement du matériel défensif pour un montant de 100 millions de francs dans un secteur où l'on a pris l'habitude de compter en milliards. Il était juste de notre part de soutenir cette initiative du gouvernement notamment lorsque Reagan fit mine de s'en émouvoir. Il fallait exiger que le matériel soit effectivement livré et dans les délais prévus aux révolutionnaires nicaraguayens. Mais dans le même temps, nous ne pouvions pas ignorer l'usage que le gouvernement, et en particulier Charles Hernu, allait faire de cette initiative pour couvrir sa gestion loyale des intérêts bien compris de l'impérialisme français : « La France veut montrer à certains pays qui veulent assurer leur sécurité qu'ils peuvent s'adresser à elle et ainsi éviter de s'aligner sur l'une des deux super-puissances. (...) La France peut devenir le leader des pays non alignés en matière de vente d'armes. »

Ces deux exemples d'opération de propagande et de couverture astucieuse d'une orientation impérialiste de la part du gouvernement montrent suffisamment que si nous devons être en mesure d'appuyer telle ou telle mesure précise du gouvernement, il faut surtout répondre inlassablement aux différents niveaux de son argumentation.

a) « L'armée française n'aurait pas un équipement aussi moderne si l'industrie d'armement français devait se contenter du marché intérieur. (1). » est facile de démontrer, comme nous l'avons fait au début de cet article, que c'est l'inverse qui se produit et que le marché intérieur sert de vitrine pour l'exportation.

b) « Si la France abandonnait le marché extérieur quelqu'un d'autre prendrait la place. » (1) Ce thème de la France champion non aligné des marchands de canons ne résiste pas aux faits d'une politique extérieure largement dépendante des impératifs de l'Alliance de l'Atlantique nord et de son inspirateur, l'impérialisme nord-américain. De plus, le poids réel des contrats doit être pris en compte : que pèsent les 100 millions de contrats avec le Nicaragua révolutionnaire dans les 33,8 milliards de commandes enregistrées en 1981.

c) L'argument de la défense de l'emploi ne doit pas non plus faire illusion. Les industries de l'armement mobilisent une quantité énorme de

capitaux directement ou indirectement. Elles sont globalement génératrices d'inflation et par contre peu créatrices d'emplois. Le développement des exportations d'armement, par le jeu des compensations et les transferts de technologie qu'il suppose est beaucoup moins rentable que l'on ne le prétend généralement non pas pour les capitalistes privés à court terme mais pour l'état capitaliste lui-même et ce à moyen et long termes. Or, en France désormais, l'essentiel des industries de l'armement est nationalisé.

### Une hypothèque pour demain

Acquise pour l'essentiel, la nationalisation des principales industries d'armement est bien une arme à double tranchant. Elle aurait pu être le préalable à l'établissement d'un vaste plan de reconversion. Il n'en fut rien parce que ni le PS, ni le PC ne le voulaient. Résultats : nationalisées, les industries de l'armement sont désormais en situation de faire prévaloir plus fortement encore leur volonté auprès du personnel politique de l'Etat.

Il n'est pas certain par ailleurs que les succès enregistrés par les marchands de canons cette année, même s'ils sont suivis de nouveaux rebondissements spectaculaires dans les prochains mois, garantissent l'avenir. C'est précisément ce qui motive l'inquiétude qui n'est pas uniquement feinte du lobby militaro-industriel. La tendance peut en effet s'inverser à moyen terme et placer le pays dans une situation périlleuse et ce pour plusieurs raisons.

1) Dans le cadre d'une crise économique qui n'en finit pas de durer, la concurrence internationale s'exacerbe dans tous les secteurs et pour ce qui est de l'armement, il est probable, sinon certain, que les Etats-Unis vont poser des problèmes de plus en plus sérieux à Paris. La perspective d'une confrontation encore plus agressive (2) sur les marchés du Proche et Moyen Orient inquiète les industriels français car il ne fait aucun doute, qu'à l'exception de quelques systèmes d'armes, les Américains ont largement les moyens d'offrir des compensations sans commune mesure avec les possibilités de l'industrie française.

2) Les transferts de technologie qui s'opèrent de plus en plus souvent à la faveur de la livraison d'usine d'armement « clefs en main » vers les pays dominés conduisent à la multiplication des pays producteurs capables d'offrir un matériel sophistiqué. Ils sont au nombre de 40 aujourd'hui contre 5 au sortir de la Seconde Guerre mondiale.

3) Dans le même temps où la concurrence s'exacerbe brutalement, les

gouvernements en France comme ailleurs rencontrent des difficultés dans leur volonté d'augmentation des crédits militaires alors que les travailleurs subissent partout et de plein fouet l'austérité. Or, comme on l'a vu, l'augmentation des crédits militaires est décisive pour le développement du commerce des armes, singulièrement pour un pays de la taille de la France.

4) La seule issue « raisonnable » dans de telles circonstances pourrait venir de la relance de la co-production des armements à l'échelle de plusieurs pays d'Europe occidentale. C'est un point de vue que le gouvernement essaie de faire prévaloir au sein de l'Union de l'Europe Occidentale (UEO) la seule instance habilitée à traiter les questions de défense de l'ensemble de l'Europe capitaliste. Le secrétaire à la défense, G. Lemoine, est semble-t-il tout spécialement chargé de cette question si l'on en juge d'après ses interventions publiques. Il reste que sur ce terrain, on compte plus de projets avortés que de réussites et la non-progression du processus d'intégration politique limite de fait les possibilités d'autant que la France est tributaire d'une situation vraiment exceptionnelle sur le plan de la production et de la vente de matériels militaires.

Alors oui, la politique du gouvernement est à hauts risques économiques même d'un strict point de vue capitaliste. Les experts bourgeois bien avant le 10 mai préconisaient une diversification et un rééquilibrage de l'activité des sociétés concernées vers le secteur civil pour contrecarrer la tendance inverse à l'œuvre depuis plusieurs années. La moindre crise dans l'armement, compte tenu de la répartition géographique de l'emploi dans ce secteur, aura des conséquences sociales catastrophiques. C'est pourquoi, il est évident que la politique du gouvernement doit être condamnée comme une fuite en avant que les succès d'aujourd'hui masquent à peine. Et puis, chacun sait, que l'accumulation de formidables stocks d'armes conventionnelles et le commerce cynique qui en dépend font peser le risque de conflit toujours plus sanglant. Non, vraiment, il n'y a aucune raison d'accorder les circonstances atténuantes à la nouvelle politique de marchands de canons du gouvernement.

Jean-Louis Michel

Notes :  
(1) Mitterrand à la BBC en septembre 1981.  
(2) voir l'exemple de la bataille acharnée entre le missile « Exocet » français et le « Harpoon » américain sur le marché canadien.



## les principaux contrats

Il s'agit ici des contrats les plus importants, pour un montant d'au minimum 26,8 milliards de commandes, et plus vraisemblablement de 40 milliards si l'on retient le chiffre non confirmé du contrat concernant les 150 Mirage 2000 destinés à l'Inde. Ces contrats sont révélateurs :

1) Ils ne sont pas le fruit de l'héritage giscardien mais bien le fruit de la politique du gouvernement issu du 10 mai.

2) « L'assistance technique » et « les transferts de technologie » qui sont censés assurer une implantation durable dans un pays y tiennent une part importante.

3) Ils ne concernent qu'en partie des clients traditionnels des industries d'armement françaises.

### • Egypte : 5,7 milliards

Ce contrat signé en janvier concerne la livraison d'un premier lot de vingt Mirage 2000.

L'Egypte étudie en outre diverses autres possibilités d'achat concernant notamment le missile *Crotale*, l'hélicoptère *Gazelle*, le char AMX 13...

### • Nigéria : 1 milliard

Ce contrat signé également en janvier prévoit la livraison de missi-

les Roland (système de défense anti-aérien).

### • Irak : 4 milliards

Ce contrat avec l'Irak porte essentiellement sur la livraison à ce pays de 85 canons automoteurs de 155, à grande cadence de tir, montés sur châssis de blindé AMX 30.

### • Arabie Saoudite : 11 milliards

Ce contrat porte sur la poursuite de l'équipement des forces navales saoudiennes. Cette seconde phase du programme « Sawary » comprend notamment la livraison de quatre frégates de 2000 tonnes et leur armement, de deux pétroliers ravitailleurs et de vingt-cinq hélicoptères *Dauphin* équipés de missile air-mer. En outre, il est prévu que les marins saoudiens soient formés pour l'essentiel en France, tandis que Paris assure la présence à Ryad d'une mission militaire de près d'un millier de membres.

### • Inde : 5 milliards

Ce contrat signé le 8 avril dernier porte sur l'achat de 40 Mirage 2000 dans un premier temps, au terme duquel l'Inde pourrait assurer elle-même l'assemblage de 110 nouveaux appareils. Sans qu'il soit confirmé, c'est le chiffre de 20 milliards de francs qui a été avancé pour le coût total de ce contrat.

3. L'évolution des exportations françaises d'armement au cours de la dernière décennie

Année de référence	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Montant des exportations en milliards de f.	2,4	2,7	3,6	5,0	6,6	8,2	11,6	14,7	17,2	20,4	24,0
% des export. totales	2,6	2,4	3,0	3,2	3,0	3,7	4,3	4,7	5,0	4,9	5,1

4. Répartition par région des 33,8 milliards de commandes enregistrées par la France en 1981

Maghreb et Moyen-Orient	24,2 milliards de francs
Extrême Orient	1,7 "
Europe de l'Ouest et Amérique du Nord	3,2 "
Amérique Latine	2,5 "
Afrique Noire	1,8 "
Europe de l'Est et divers	0,4 "

# UNE PERIODE S'ACHEVE POUR LA RESISTANCE PALESTINIENNE

Exode et dispersion des combattants de Beyrouth ouest, démantèlement de l'appareil politique de l'OLP installé dans la capitale libanaise et nouvel exil de sa direction : la défaite est grave pour la résistance palestinienne. L'élection au même moment du phalangiste Gemayel — tueur d'extrême droite — à la présidence du Liban laisse entrevoir les conséquences de cette défaite pour la gauche libanaise alliée aux Palestiniens et, au-delà, pour le Liban tout entier. La machine de guerre israélienne a bien rempli sa fonction de fer de lance de la présence impérialiste dans la région : le rôle joué par les Etats-Unis n'a cessé de croître depuis le début de la crise.

Pour Ariel Sharon, le ministre de la Défense de Jérusalem, Israël vient de remporter « l'une des plus grandes victoires de son histoire ». Concernant l'Etat sioniste et les objectifs qu'il s'était fixés en envahissant le Liban, un tel triomphalisme n'est pas justifié. La résistance n'a pas été liquidée physiquement comme le voulait Sharon. Elle a mené un combat héroïque auquel les militaires israéliens ne s'attendaient pas et, malgré son isolement, elle a pu se retirer comme une véritable armée. L'expulsion de l'armée syrienne du territoire libanais est loin d'être acquise. Mais surtout, au plan intérieur, de sérieuses failles sont apparues, pour la première fois en tant de guerre, dans l'unité nationale sioniste. Manifestations de masse ou prises de position de soldats et d'officiers contre la guerre laisseront des traces profondes et riches de nouveaux développements dans la société israélienne.

Pour la résistance, pour l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) une nouvelle phase de la lutte est désormais ouverte. Au-delà des confusions, des erreurs, des divergences sur la stratégie à adopter, face à l'agression et aux persécutions sionistes et impérialistes, le soutien total et inconditionnel s'impose plus que jamais.

J.-P. B.

Les images du départ des combattants palestiniens au milieu des docks en ruines du port de Beyrouth sont de celles qu'une génération de militants ouvriers, de révolutionnaires, d'anti-impérialistes ne peut et ne devra pas oublier. Epilogue de dix semaines de résistance acharnée et tragiquement solitaire contre l'une des plus puissantes armées du monde, elles concentrent l'histoire d'un peuple en lutte à qui l'on nie le droit à disposer de lui-même, le droit d'avoir une terre et de gérer son destin. Images d'un nouvel exode qui clôt une phase de cette histoire et, probablement aussi, de l'histoire des masses arabes opprimées de la région. Images de l'un des grands drames humains de notre siècle finissant ; de ces drames qui nous rappellent qu'au rendez-vous des sociétés et des empires en décadence, il y a aussi la barbarie...

L'Etat sioniste, après deux mois et demi d'une guerre meurtrière en territoire libanais, après l'interminable blocus d'une capitale quotidiennement bombardée, a finalement réussi, avec l'active complicité des Etats-Unis et de leurs alliés les régimes arabes réactionnaires, à imposer la défaite aux combattants de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et à ceux de la gauche libanaise qui étaient à leurs côtés. Le rapport des forces au plan militaire, combiné à l'isolement politique, rendait une telle issue pratiquement inévitable. Dans un pareil contexte, d'ailleurs, toute tentation jusqu'aboutiste eût été irresponsable,

hypothéquant un peu plus encore les combats futurs.

Cette défaite n'est pourtant pas exactement celle que recherchaient Begin et Sharon. De nombreuses déclarations de ce dernier l'attestent : il voulait l'écrasement, l'anéantissement physique des combattants palestiniens. De quoi pouvait-il s'agir d'autre lorsqu'il évoquait cyniquement la nécessité d'une « solution finale » devant des journalistes américains ?

La défaite, bien sûr, il n'était pas difficile de la lire sur les visages et dans les regards de ceux qui s'embarquaient à nouveau pour l'exil. Mais, au-delà de leurs blessures et de leur fatigue, de la tristesse et de la révolte, il y avait une émouvante dignité et une réelle fierté. Oui, ils ont dû partir, mais après avoir montré à leur peuple humilié et aux peuples exploités de la région que la machine de guerre israélienne n'était pas aussi invulnérable que ses succès-éclairs antérieurs pouvaient le faire croire. Oui, ils ont dû partir, mais pas comme des « terroristes isolés ». Ils sont partis comme une armée battant en retraite, faisant plus que jamais apparaître concrètement, à travers eux, l'incontournable réalité de l'entité palestinienne. Cela, évidemment, les dirigeants sionistes auraient préféré s'en passer.

## D'une défaite militaire à une victoire politique ?

Sera-t-il possible pour autant de transformer, à terme, cette



défaite militaire en victoire politique ? Nombre de dirigeants de l'OLP semblent l'espérer ; et, de son côté, le gouvernement français le suggère, intéressé qu'il est à présenter sa recherche d'une stabilisation régionale allant dans le sens des intérêts globaux de l'impérialisme comme une action favorable à la cause palestinienne.

Isolés alors qu'ils affrontaient héroïquement les chars israéliens, les combattants palestiniens le seront encore davantage dans la défaite.

Les dirigeants soviétiques viennent de montrer — et avec quel cynisme — que la résistance palestinienne n'était pas autre chose pour eux qu'un pion dans leur jeu diplomatique d'ensemble avec l'impérialisme.

Quant aux régimes arabes bourgeois, depuis les plus ouvertement réactionnaires et pro-impérialistes jusqu'aux plus « radicaux » en paroles, ils ont, spectateurs passifs pour certains, actifs complices pour d'autres, largement contribué à la défaite. Il faudrait avoir la mémoire courte pour s'en étonner. En 1970, c'était l'armée jordanienne qui massacrait les résistants palestiniens ; en 1976, c'était l'armée syrienne qui prêtait main forte aux milices du sinistre Gemayel pour écraser le camp de réfugiés de Tall el Zathar. Quant à la signature par Sadate des accords de Camp David, elle signifiait, en premier lieu, laisser les mains libres aux dirigeants israéliens pour se tourner contre les Palestiniens, et ce, en échange de l'évacuation du Sinaï...

Ils vont maintenant, tous, chercher à tirer le parti maximum de la défaite infligée par l'Etat sioniste. Tous étaient réticents — et parfois même opposés — ces dernières semaines, à l'idée d'accueillir sur leur territoire les combattants de Beyrouth-ouest. Car ils savent que leur cause, leur lutte, leur tradition d'organisation, peuvent constituer un pôle

de contestation et de regroupement pour les masses qu'ils oppriment. Mais s'ils ont finalement accepté, c'est parce qu'ils comptent sur l'éclatement géographique des forces de l'OLP pour mieux mettre en tutelle, subordonner ses différentes composantes à leurs intérêts nationaux respectifs. Il est, à cet égard, révélateur que des pays comme la Syrie, la Jordanie ou l'Irak n'aient accepté d'« accueillir » que les membres des fractions qui leur sont directement liées... Parler dans ces conditions de « transformer la défaite militaire en victoire politique » est totalement illusoire, si « victoire politique » veut bien dire avancée de la cause du peuple palestinien...

## Une rupture nécessaire

Toute réelle victoire politique des Palestiniens présuppose, au contraire, une rupture de la résistance avec ces bourgeoisies arabes ; la fin des illusions et de la dépendance entretenue depuis sa création par la direction de l'OLP qui voyait en elles ses meilleurs et plus efficaces alliés. Illusions et dépendances qui, en pratique, ont aussi contribué à préparer les conditions de la défaite actuelle.

Le seul véritable allié stratégique du peuple palestinien, ce sont les masses arabes exploitées et opprimées. Forger cette alliance nécessaire, c'est entrer inévitablement en conflit avec les intérêts des bourgeoisies et des oligarchies locales alliées à l'impérialisme. De plus, la lutte du peuple palestinien est une lutte de libération qui ne peut être comparée à aucune autre. Il ne s'agit pas seulement de se libérer du joug d'une métropole et d'une couche de colons exploités. Il s'agit de briser la domination d'un Etat qui s'appuie sur la formation d'une communauté nationale juive avec ses propres

différences de classe. Il revient donc, aussi, à la résistance palestinienne d'avancer une politique susceptible d'aider à l'accentuation de ces différenciations de classe et d'établir des liens avec le prolétariat juif. Les possibilités de victoire de la résistance palestinienne passent aussi par un approfondissement de la lutte de classe au sein même de la société israélienne. Là encore, une telle politique implique une critique sans concession des régimes des Etats arabes, de leur nationalisme dévoyé et de leur caractère réactionnaire.

Avec l'évacuation de Beyrouth-ouest et le départ du Liban, une page du long et tragique combat du peuple palestinien est tournée. La résistance est à un moment crucial de son histoire. Entre ceux qui, sur la base de la défaite et de l'éparpillement, vont chercher à associer certaines des composantes à leurs tentatives de stabilisation impérialiste et ceux qui défendent une orientation internationaliste et de classe ouvrant la possibilité de combats victorieux, il n'y a guère de voie médiane, de compromis permettant une issue. La mobilisation croissante de la population palestinienne des territoires occupés, la formation en Israël d'un prolétariat arabe, contribuent d'ores et déjà à dégager une nouvelle base sociale de la résistance jusqu'alors constituée, pour l'essentiel, de la population déracinée des camps de réfugiés et d'une « diaspora » petite-bourgeoise éparpillée dans tout le Moyen-Orient.

C'est là un facteur d'espoir quant aux orientations et aux combats futurs. Comme le sont l'extraordinaire courage de ceux qui se sont battus à Beyrouth ou la dignité exemplaire et émouvante avec laquelle ils quittent ces jours-ci, et pour un temps, le champ de bataille.

Jean-Pierre Beauvais.

# LE NOUVEAU «PRESIDENT» LIBANAIS: un tueur pour défendre les «valeurs occidentales et chrétiennes»

**S** I les mots ont encore un sens, Bechir Gemayel n'a pas été « élu » treizième président du Liban. Il a été porté à la présidence par un coup de force mis au point par l'Etat sioniste et les puissances occidentales. Sa « légitimité », c'est celle des chars israéliens massés à proximité du lieu de réunion des rescapés de ce parlement crouillon constitué en 1972. Cette « légitimité » n'importe, à vrai dire, qu'aux commanditaires de cette sinistre farce. Aux Israéliens et aux puissances occidentales, Etats-Unis en tête. Elle importe à Begin, bien sûr, pas avare de lauriers pour son nouveau petit vassal. « *Puisse l'éternel vous guider, cher ami, dans votre grande mission historique pour la conquête de la liberté et de l'indépendance du Liban* » lui a-t-il immédiatement télégraphié. Elle importe aussi à Mitterrand, qui n'a pas tardé, lui aussi, à envoyer ses vœux de réussite, certes plus mesurés, afin « *que tous les Libanais puissent se rassembler dans la reconstruction d'un Etat démocratique, libre et prospère, vivant en harmonie avec tous ses voisins* ».

Mais le masque de la « légitimité » doit importer peu à un partisan des méthodes les plus expéditives, à un chef de bande,

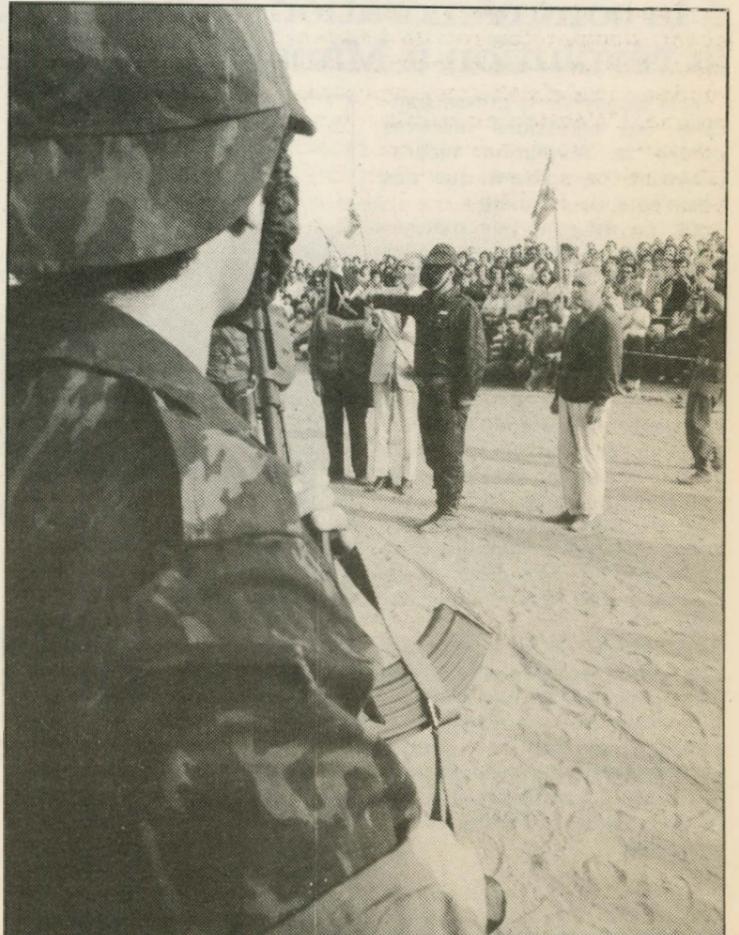
à un tueur qui sait tout de même adopter un ton effarouché lorsqu'il parle des « terroristes palestiniens » ! Car Béchir Gemayel n'est rien d'autre. Il a hérité de la direction des Kataeb (les Phalanges) qui furent créées par son père, Pierre Gemayel, à la fin des années trente dans l'enthousiasme d'un retour de voyage en Allemagne nazie. Appartenant à la grande bourgeoisie chrétienne maronite, la famille Gemayel n'a cessé depuis la guerre civile de 1975/76 de présenter son mouvement comme le seul représentant et le meilleur défenseur des intérêts des chrétiens libanais. Organisés militairement, puissamment armés, les Phalangistes de Gemayel prennent une part décisive au siège du camp palestinien de Tall el Zaatar en 1976. A la chute du camp, combattants palestiniens et libanais progressistes sont abattus de sang-froid par centaines. Ce sera le premier « grand » fait de guerre de l'héritier » aujourd'hui promu président.

Les Palestiniens et la gauche libanaise ne sont pas ses seules cibles. Pour assurer l'hégémonie de son mouvement au sein de la droite chrétienne réactionnaire, il n'hésite pas à faire assassiner en juin 1978, Tony Frangié, fils de l'ancien président de la République Soliman Frangié, ainsi que sa

femme, leurs enfants et plusieurs dizaines de leurs partisans... En juillet 1980, Bechir Gemayel s'attaque par des méthodes désormais rodées à l'appareil militaire du parti national libéral de Camille Chamoun, un autre ancien président libanais. Des centaines d'activistes « chamounistes » — pourtant réactionnaires et pro-impérialistes — sont assassinés. C'est après ce « nettoyage » que le jeune chef des Phalanges peut enfin exercer une autorité sans partage sur la « zone chrétienne » du Liban, la convertissant en un mini-Etat dans l'Etat libanais en décomposition. Dans ces entreprises Bechir Gemayel a bénéficié d'un important soutien israélien, militaire et politique. C'est ce soutien, massif et non dissimulé depuis l'invasion du Liban par les troupes sionistes, et aussi la complicité de certaines bourgeoisies arabes réactionnaires (Gemayel n'a-t-il pas récemment été invité en Arabie Saoudite) qui lui permet aujourd'hui de se prévaloir du titre de « président libanais ».

Voilà l'homme dont les sionistes ont fait leur allié et que les puissances impérialistes mandament pour « pacifier » le Liban et y assurer leur domination. Au prix d'une nouvelle guerre civile entre Libanais ?

Jean-Pierre Beauvais



Commando phalangiste prêtant serment

## Gouvernement français

# LES LEGIONNAIRES A BEYROUTH

Depuis le début de l'invasion israélienne au Liban, le gouvernement français joue un rôle actif au Moyen-Orient. L'importante participation militaire à la soi-disant « force d'interposition » — conjointement avec des militaires américains et italiens — est l'aboutissement de ce rôle.

Au cours de son intervention télévisée du 17 août, le président de la République a affirmé qu'au Moyen-Orient la diplomatie française se voulait l'amie de tous. « *La politique arabe de la France ne peut pas être, n'a jamais été, ne sera jamais anti-israélienne. Mais la politique israélienne de la France n'a jamais été, ne sera pas et n'est pas aujourd'hui une politique anti-arabe* » a-t-il précisé. Replacée dans ce cadre, la mission des légionnaires français est présentée avec insistance comme une « mission de paix ». Belle reconversion pour les baroudeurs de Kolwezi et les centurions familiers des rues de Bangui et de Djibouti. Au point de préciser sans beaucoup de modestie « *La France est le principal facteur de paix dans le conflit qui se déroule actuellement dans le Proche-Orient* ».

Le président de la République en est resté à cette évocation en rose de sa politique dont il s'est bien gardé d'exposer les motivations et le contenu réel.

Ce qu'il recherche en réalité c'est un processus de stabilisation du Moyen-Orient correspondant aux intérêts globaux de l'impérialisme. C'est en fonction de cet objectif essentiel qu'il ordonne sa démarche et prend ses initiatives. Et s'il est aussi

désireux de participation active c'est pour être mieux en mesure de défendre les intérêts propres de l'impérialisme français qui sont, dans la région, considérables.

### Relations privilégiées avec Israël, malgré tout

De tels objectifs impliquent en premier lieu le maintien de relations privilégiées avec l'Etat d'Israël. Au-delà des frictions conjoncturelles avec le gouvernement Begin, c'est là une préoccupation permanente. Non pas en raison d'une « dette morale envers le peuple juif » plusieurs fois évoquée par les dirigeants socialistes, mais parce qu'Israël est nécessairement le pivot de toute stabilisation impérialiste régionale. Les initiatives pour maintenir et développer ces relations privilégiées ne se comptent pas ; depuis le voyage à Jérusalem du chef de l'Etat — malgré l'annexion du Golan —, jusqu'à l'accueil réservé il y a peu à Shimon Pérès le chef de l'opposition travailliste venu « expliquer » la politique du gouvernement Begin, en passant par la bataille récemment menée au sein de l'Internationale contre l'exclusion de ce même Parti travailliste pour son appui à l'invasion du Liban, exclusion réclamée par les socialistes espagnols et portugais.

C'est évidemment pour ne pas mettre en péril ces « rapports privilégiés » que le gouvernement français se refuse toujours à reconnaître formellement l'OLP. L'argument utilisé par François Mitterrand n'est pas

sérieux : « *Si l'OLP n'enlève pas de sa tête cette obsession de la destruction de l'Etat d'Israël, il ne sera pas possible de régler ce problème.* » Il est connu de tous que l'OLP a depuis longtemps, dans les faits,

abandonné cet objectif !

Côté arabe les excellentes relations entretenues avec la monarchie saoudienne et le régime égyptien qui se sont traduites ces dernières semaines par plusieurs initiati-

### Inquiétude dans les casernes...

**L'**ENVOI par l'impérialisme français de mercenaires de la Légion au Liban n'est pas sans susciter l'inquiétude parmi les soldats. Il semble, en effet, que l'état-major et le ministère cherchent à cette occasion, à créer les conditions pour contourner ultérieurement la loi qui exclut l'utilisation des soldats du contingent pour des interventions extérieures sans l'accord du Parlement. Ainsi, dans les unités de la 9<sup>e</sup> division d'infanterie de marine et celles de la 11<sup>e</sup> division parachutiste, le commandement a fait recenser les appelés qui seraient volontaires pour des missions extérieures. 44 % des réponses seraient favorables, selon l'état-major. Faut-il préciser qu'il ne s'agissait que de répondre à un simple questionnaire et en aucun cas de prendre l'engagement de partir demain vers l'Afrique ou le Moyen-Orient ?

Cependant, le fait en lui-même est significatif et inquiétant. On se souvient que, sous Giscard d'Estaing, le pouvoir avait tenté de mouiller les appelés dans ses sales aventures coloniales par le biais

des jeunes marins embarqués volontaires. Aujourd'hui, Henu va plus loin, lui qui se déclarait vaincu, il y a un an déjà, « *qu'une majorité d'appelés serait prête à servir à l'extérieur* ». Il lui faut répondre aux impératifs d'une présence de l'impérialisme français dans le monde qui a encore vu croître ses responsabilités depuis un an. La force d'assistance rapide mise en place par Giscard en 1979 risque fort de se révéler insuffisamment nombreuse pour être déployée sur plusieurs théâtres d'opération à la fois. C'est pourquoi la vigilance est de mise : non seulement ni les combattants palestiniens, ni en général les forces ouvrières n'ont rien à attendre de ce corps expéditionnaire que la télévision essaie de présenter comme une force de paix ; mais l'état-major entend profiter de l'occasion pour faire avancer l'un de ses vieux projets : accroître sa marge d'intervention en envisageant l'utilisation d'une partie au moins du contingent.

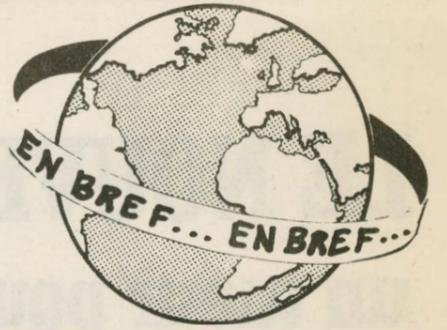
J.-L. M.

ves coordonnées répondent aux mêmes préoccupations de fond. Concernant le Liban ce ne sont pas seulement les « liens culturels » et la forte présence traditionnelle de l'impérialisme français qui motivent les initiatives actuelles. C'est aussi la conscience que ce pays est essentiel pour la réalisation des plans impérialistes. Comment expliquer autrement la complaisance, même vis-à-vis des secteurs les plus ultras de la droite chrétienne ?

La question palestinienne elle-même est bien évidemment envisagée avant tout dans cette perspective d'ensemble. Les résistants doivent être associés à tout processus de négociation « *autour de la reconnaissance de l'Etat d'Israël* » précise, non sans cynisme, F. Mitterrand et sur la base de l'acceptation a priori d'une solution politique. Cessez de résister, reconnaissez l'Etat d'Israël et après votre cas sera examiné leur dit-il en substance ! La défaite militaire à Beyrouth, la dispersion des combattants et l'affaiblissement de la résistance font espérer à François Mitterrand que son message a désormais de plus grandes chances d'être entendu. Mais pour que cela soit possible encore est-il nécessaire de maintenir le cadre politique actuel de la direction de l'OLP...

C'est à la lumière de ces objectifs que la présence des militaires français à Beyrouth prend son véritable sens. On est fort loin de la « mission de paix » idéale et asseptique qui nous était présentée le 17 août...

Jean-Pierre Beauvais



# Non à l'étranglement de la révolution nicaraguayenne

• Plusieurs militants de la LCR ont assisté à la commémoration de l'anniversaire de la révolution à Managua. Voici leur témoignage.

A la lecture de la presse française, les agressions militaires contre la révolution nicaraguayenne ne seraient que des « incidents de frontière ».

Or, ce ne sont pas précisément des « incidents »... Elles sont le produit d'une stratégie délibérée et cynique de l'impérialisme américain.

Juillet, c'est le mois où est célébrée la victoire de la Révolution sandiniste. Cette année ce fut l'occasion de marquer la détermination de tout un peuple à poursuivre cette victoire pour l'instauration d'une société socialiste : bref une provocation, intolérable pour l'impérialisme américain, en plein cœur de sa chasse gardée d'Amérique centrale.

Le rassemblement du 19 juillet 1982 fut symbolique : 50 000 personnes dans la ville de Masaya, haut lieu de la révolution. Il s'agissait de maintenir partout une mobilisation suffisante pour neutraliser d'éventuelles attaques et provocations contre-révolutionnaires.

## Le massacre de San Francisco del Norte

Cette précaution devait se révéler juste dès le lendemain du 3<sup>e</sup> anniversaire. Le jour même un avion venu du Honduras voisin tentait de bombarder le plus grand complexe pétrolier du Nicaragua, Puerto Corinto. Le système de défense l'obligeait heureusement à rater son objectif : dans le cas contraire, c'était des centaines de victimes et la destruction des réserves indispensables à la vie du pays.

Malheureusement, la contre-révolution devait réussir un de ses mauvais coups quelques jours plus tard. Le 24 juillet une bande armée venue du Honduras attaqua le village frontalier de San Francisco del Norte. Elle laissait derrière elle quatorze militaires morts dont certains bestialement mutilés et enlevait des paysans en otages.

Le 26 juillet avait lieu à Managua une puissante manifestation populaire en hommage aux 14 morts de San Francisco. Elle se rendait devant le siège du gouvernement afin d'exiger des mesures à la hauteur des attaques : dans sa réponse, Sergio Ramirez annonçait la prolongation pour 6 mois de l'état d'urgence afin de renforcer encore la protection armée de la révolution. Dès le lendemain des manifestations se déroulaient devant les ambassades des Etats-Unis, de l'ONU, et du Honduras pour demander que le gouvernement hondurien intervienne pour la libération des paysans enlevés.

## « 1982 : année de l'unité face à l'agression »

C'est à juste titre que l'année 1982 a été décrétée « année de



l'unité face à l'agression » ; celle-ci y est permanente et multiforme.

Plusieurs tendances politiques contre-révolutionnaires suscitent en permanence des agressions armées : le Honduras, surarmé par les Etats-Unis, a coorganisé avec celui-ci des manœuvres militaires ; plusieurs milliers d'extragardes somozistes et de contre-révolutionnaires armés se sont installés aux frontières. Ils ont maintenant des liens avec d'autres secteurs de l'opposition comme celui que dirige Robello l'ancien leader du COSEP (association patronale nicaraguayenne).

Le poids de décennies d'exploitation impérialiste et des mesures d'étouffement économique est écrasant : cercle vicieux des devises à trouver, donc des produits à exporter, donc des pressions exercées par le marché mondial ; embargo sur le blé ; restrictions obligées de la consommation de carburant ; problème des pièces détachées (un chiffre : 1/3 des autobus de la capitale au garage faute de pièces détachées détenues par les Etats-Unis).

L'isolement diplomatique dans la région s'accroît : outre l'hostilité évidente du Honduras et du Salvador, ce sont au Costa Rica, deux diplomates nicaraguayens expulsés — dont un enlevé et torturé ; la démission pour « raisons de santé » du président du Panama et son remplacement en vue d'une politique hostile.

Agressions idéologiques enfin : on assiste, en particulier au nord, à une prolifération des sectes religieuses catholiques, protestantes ou autres qui sont des foyers réactionnaires permanents. Parallèlement, la hiérarchie catholique règle ses comptes avec le bas clergé progressiste (mutations hors des quartiers populaires pour les neutraliser politiquement). Sans compter toutes les autres pressions plus insidieuses de tous les relais lo-

caux dont peut disposer l'impérialisme.

« Inflexibles dans le combat, généreux dans la victoire » est une citation célèbre de Sandino. Un article récent du commandante Ruiz ajoutait « généreux, mais pas fous... ».

## « Generosos pero no tontos »...

Et le peuple, et ses organisations, et le FSLN, et le gouvernement sont prêts à l'affrontement même s'ils ne le souhaitent pas. Comme le disait avec gravité un responsable du Front : « La meilleure guerre qu'on gagne est celle qu'on ne fait jamais ».

Cette détermination populaire s'appuie d'abord sur une amélioration spectaculaire des conditions de vie des plus défavorisés ; en dépit de ses conditions dramatiques d'existence, la jeune révolution nicaraguayenne a su assurer la santé, la nourriture et l'alphabetisation pour tous. Plus encore, ses projets sont ambitieux : la réforme agraire est en cours tandis que s'affirme de plus en plus la volonté d'instaurer à terme une économie entièrement planifiée en fonction des besoins populaires.

Mais surtout, cette volonté populaire s'appuie sur une armée populaire. Lors de la manifestation de protestation contre les assassinats de San Francisco, les mots d'ordre les plus repris étaient « Poder popular » « pouvoir populaire » et « Un solo ejército » (une seule armée). C'est de fait un système de défense unique qui protège la révolution, avec ses dizaines de milliers de combattants regroupés dans l'armée, la milice, la police et la « vigilance révolutionnaire ». Tous sont déterminés à « Vaincre ou mourir », mot d'ordre très populaire.

C'est cette détermination, cette mobilisation populaire qui, en dernier ressort, sont les plus efficaces remparts face aux tentatives d'étranglement de la révolution nicaraguayenne.

## ITALIE

Une crise pour rien

Après avoir présenté la démission de son cabinet le 5 août dernier, le républicain Giovanni Spadolini vient de prendre la tête d'un nouveau gouvernement. La nouveauté n'est pourtant pas ce qui caractérise vraiment l'équipe constituée le 23 août. Celle-ci est, en effet, en tout point identique à la précédente : même répartition des portefeuilles entre les partis de la coalition (Démocratie chrétienne, Parti socialiste, Parti social-démocrate, Parti républicain, Parti libéral), mêmes hommes aux mêmes responsabilités. La crise politique endémique dans la péninsule tourne décidément à la farce.

C'est la décision d'un groupe de députés démocrate-chrétiens de faire repousser l'un des aspects du programme économique du gouvernement (qui prévoyait de porter les taxes frappant les groupes pétroliers de 800 à 1 400 milliards de lires) qui avait provoqué l'impasse. Les socialistes avaient immédiatement claqué la porte en indiquant que « l'action de francs-tireurs, véritable lobby au service des puissances d'argent, rend ce pays ingouvernable ».

Derrière le prétexte, c'est un nouvel épisode de la rivalité qui oppose socialistes et démocrate-chrétiens qui vient de se jouer. La DC, usée par une longue période de pouvoir ininterrompu, éclaboussée par de multiples scandales a dû, l'an dernier, pour la première fois de son histoire, céder la présidence du conseil. Elle entend bien, aujourd'hui, la récupérer, même s'il faut pour cela déstabiliser l'équipe au pouvoir. Elle se fait, pour cela, l'expression la plus directe des exigences du capital italien et n'hésite pas à accuser Spadolini de laxisme face à la crise économique.

Le Parti socialiste n'a cessé, au cours des derniers mois, de renforcer son image de parti fonctionnel pour la gestion des affaires du pays. Son leader, Bettino Craxi, ne cache pas sa volonté d'accéder prochainement à la présidence du conseil. Le PSI n'a jamais reculé devant la mise en œuvre des mesures d'austérité, mais il cherche à apparaître comme le tenant d'une répartition équilibrée des sacrifices entre toutes les catégories sociales. En quittant spectaculairement le gouvernement le 5 août, il pouvait espérer bénéficier de la crise des autres partis et obtenir un bon score en cas d'élections anticipées. Il aurait, dès lors, pu se situer en position de force face à ses partenaires.

L'opposition de la quasi-totalité des autres formations à une dissolution de la chambre, qui, dans le contexte actuel, risquait de sanctionner leur affaiblissement électoral, a conduit le PSI à rentrer dans le rang et à reprendre sa place dans la coalition. Persister dans son attitude aurait pu lui faire porter la responsabilité principale de la crise et lui coûter fort cher dans l'opinion.

Pour les travailleurs italiens, cette 41<sup>e</sup> impasse gouvernementale n'aura été qu'une péripétie. Leur attention se porte tout naturellement, en priorité, sur les graves attaques dont ils sont les victimes. Le mois dernier, la Confindustria (l'équivalent local du CNPF) dénonçait l'échelle mobile des salaires, suivie peu de temps après par l'Association des entreprises à participation d'Etat (Intersind). Et le 31 juillet, le conseil des ministres adoptait les grandes lignes du budget 1983 qui se fixe pour objectif de réduire le déficit budgétaire en augmentant la fiscalité et en diminuant les dépenses sociales. Les salariés en feront principalement les frais. Qu'on en juge : augmentation de 10 % du prix de l'essence, relèvement de tous les taux de TVA de 2 ou 3 %, alourdissement des cotisations-chômage et de Sécurité sociale (respectivement de 0,9 et 1,25 %). Parmi les mesures d'écono-

mie, nul ne s'étonnera de trouver la réduction des allocations chômage et des retraites et la limitation des dépenses de santé.

On voit à quel point les remous qui agitent la sphère politique et les manœuvres du PSI sont éloignés des aspirations ouvrières. A cet égard, l'aspect le plus grave de la situation italienne n'est pas l'impuissance de la classe dominante à surmonter sa crise de direction, mais l'absence de réaction du mouvement syndical. La fédération unitaire qui regroupe les trois grandes confédérations (CGIL, CISL et UIL) s'est montrée incapable de définir une riposte à l'offensive patronale et gouvernementale, laissant ainsi le champ totalement libre à l'austérité.

C. P.

## IL Y A 14 ANS A PRAGUE

Une bonne initiative d'Antenne 2

Le 21 août 1968, les chars soviétiques entraient à Prague. C'était la fin du printemps et le début de la « normalisation ». Depuis maintenant quatorze ans la chape de plomb bureaucratique s'est abattue à nouveau sur ce pays. Des milliers de travailleurs et d'intellectuels ont perdu leur emploi, des centaines d'autres sont en prison, parmi eux des amateurs de la Charte 77 et du VONS. C'est le cas notamment de Vaclav Havel condamné à quatre ans de prison et de Petr Uhl, condamné à cinq ans après avoir déjà purgé une peine de trois ans.

Les événements de Pologne ont malheureusement un peu fait oublier ce qui se passe en Tchécoslovaquie et la répression implacable qui y règne.

Et, pourtant, le silence a pu être levé samedi 21 août grâce à Antenne 2 qui nous a présenté un excellent document tourné clandestinement en Tchécoslovaquie. Il nous a permis de retrouver Dubcek en train de bêcher son jardin mais surtout de voir et d'entendre une série de militants de la Charte 77 qui, avec courage, ont pris le risque de parler à visage découvert : notamment la femme d'Havel, Jiri Hajek l'ancien ministre de Dubcek ou Anna Sabatova, compagne de Petr Uhl, ce militant qui se réclame ouvertement du trotskysme. Malade, condamné à des travaux pénibles, il n'a le droit de voir son épouse que deux fois par an. Le mot de la fin aura été dit par un militant qui sort de prison et qui a expliqué l'importance décisive de la solidarité internationale. Des millions de travailleurs français ont pu entendre son appel. A nous d'y répondre en multipliant les prises de position auprès de l'ambassade à Paris (place des Invalides), en envoyant des délégations rencontrer les militants de la Charte 77, en collectant de l'argent pour les familles de prisonniers qui se trouvent presque toutes sans ressource.

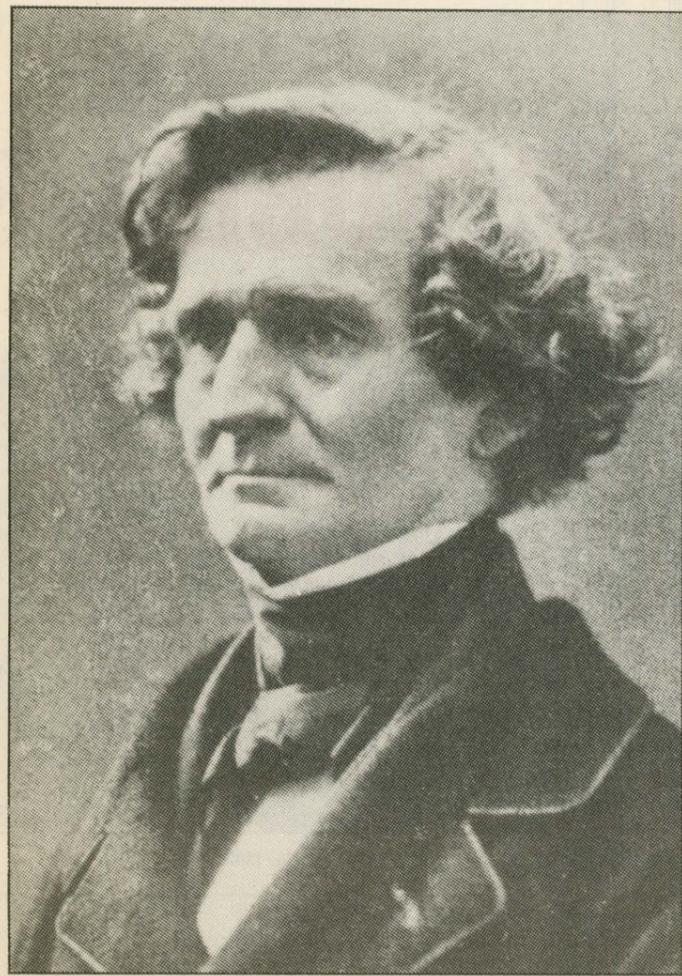
# INPRECOR

n° 130

• Palestine : situation de Beyrouth et les tions en Israël.

• Ile Maurice près la victoire écrasante de la tion de gauche.

• Pologne. Ré- ition politique et contre-révoluc résolution du comité exécutif la IV<sup>e</sup> Internationale.



## A LYON, LE 4<sup>e</sup> FESTIVAL BERLIOZ

Ecoutez France-Musique à 1 h ou 6 h du matin et vous entendrez du Berlioz ! Et oui, c'est lui qui a orchestré aussi somptueusement *La Marseillaise* ! Et tant pis si la bourgeoisie a fait retentir l'hymne pour des causes sordides, mais ça, c'est superbe... Jeune bourgeois lui-même, révolté contre sa famille et les études de médecine imposées, Berlioz se fera musicien par passion. Il est le musicien romantique français dont la trop fameuse *Symphonie fantastique* est contemporaine de *Hernani* de Victor Hugo (1830). Trop fameuse cette symphonie dans la seule mesure où elle a trop longtemps éclipsé, dans ce pays, les autres œuvres du musicien. Après que des orchestres et un chef anglais eurent réalisé un enregistrement intégral de cette œuvre monumentale (Colin Davis chez Philips), c'est la région natale de Berlioz qui a entrepris, en vif, une semblable résurrection.

Original, le festival Berlioz l'est à plusieurs titres : d'abord parce que consacré à un seul compositeur ; ensuite par sa date et son emplacement : après les grands festivals d'été et avant la reprise des « saisons » et ni à Paris ni en Provence ; puis, parce que faisant très largement appel à l'orchestre symphonique de Lyon et à son chef, Serge Baudo, directeur artistique du festival, et aux nombreuses chorales de la région ; enfin, parce que non seulement ce festival a recours aux subventions publiques et au « sponsoring » (ou « mécénat d'entreprise ») mais encore s'industrialise en utilisant largement France-Inter et la SNCF pour de nombreux voyages organisés. Outre divers concerts et conférences, les « grands moments » du festival 1982 seront l'opéra *Benvenuto Cellini* (au Palais des sports — œuvre jamais jouée —) ; le *Te Deum*, ouvrage cadet du *Requiem* plus connu ; et, enfin, l'oratorio *l'Enfance du Christ* (à noter que le festival 1983 se fera autour du thème de *Faust* et que 1984 mettra en lumière le lien Berlioz-Shakespeare).

Du 18 au 26 septembre. Renseignements et location : dans les

FNAC et les agences. Festival Berlioz : 127 rue Servient, 69003 Lyon ; tél : 16 7 860.85.40 et 860.37.13  
Jean-François Godchau

**Pour connaître Berlioz, lire :**  
a) en introduction : Claude Ballif : *Berlioz*, coll. « Solfèges », (Seuil), 1968.  
b) plus imposant : Henri Barraud : *Berlioz*, (Fayard) ; 1955/66.  
c) de Berlioz lui-même (ou un compositeur polémiste de talent, assasinant ses contemporains) : — *Mémoires*, (Garnier-Flammarion) ; — *Les soirées de l'orchestre*, (Stock-musique) ; — *Berlioz, cauchemars et passions*, (J.-C. Lattès).  
d) sur deux œuvres particulières : — François Piatier : *Benvenuto Cellini de Berlioz ou le mythe de l'artiste* (Aubier) ; — *Avant-scène/opéra : La damnation de Faust*.  
e) vient de paraître : Joseph-Marc Bailbe : *Berlioz et l'art lyrique* (Publications universitaires européennes).  
f) pour les « fans » : Revue de musicologie, vol. 63, 1977.

**Pour connaître Berlioz, écouter :**  
Tout ce que vous trouverez dirigé par Colin Davis (Philips) est de bonne qualité ; et comme il a tout enregistré, c'est pratique ! Charles Munch est aussi toujours excellent...  
1) *La symphonie fantastique* : plusieurs dizaines d'enregistrements ! Munch ou Monteux ou Karajan.  
2) *Roméo et Juliette* : Munch ou Maazel ou Davis.  
3) *Requiem* : Munch, Davis ou le plus récent : Baremboim (DGG), voir Rouge 994.  
4) *Les nuits d'été* : Jessye Norman.  
5) *Harold en Italie* : Léonard Bernstein (EMI).  
6) *Béatrice et Bénédicte* : œuvre plaisante récemment et très bien enregistrée par Daniel Baremboim, l'Orchestre de Paris et d'excellents solistes (DGG).  
7) *La damnation de Faust* : Munch ou Solti, tout récent (Decca).  
8) *Les ouvertures* (symphonique) : Munch, RCA, économique.  
9) *Les Troyens* (monumental) Davis (Philips).



## RADIO ET TELEVISION DE FIN D'ETE

Tandis que chacun parle de têtes qui vont tomber dans les trois chaînes de télé et que la fièvre monte à Radio-France (lire « *la Chute de la maison inter* » dans *Télérama* du 14 août), et alors que les plaintes se multiplient sur les reprises des feuilletons et autres téléfilms, il se pourrait qu'en matière d'audio-visuel, les deux événements de l'été aient été musicaux. D'abord avec France-Musique qui a tenté une première expérience de « décentralisation » prolongée ; en émettant l'entièreté de ses programmes (19 h par jour), 2 semaines durant, d'Aix-en-Provence ; en marge, évidemment du Festival de musique lyrique. Deux avantages : d'abord une série de concerts et d'émissions en direct rendant mieux compte de la diversité du festival que la simple retransmission des 3 « grands » opéras programmés cette année ; ensuite, un appel aux compositeurs, aux interprètes, aux animateurs de la région qui, exceptionnellement, disposaient d'une audience nationale. La formule, certes, peut être améliorée ; elle le sera sans doute dès la dernière semaine d'août, FM émettant à partir de la Bretagne.

Ensuite avec A2 qui a programmé une série sans précédent de films d'opéra : *les Noces de Figaro*, *la Tosca*, et surtout, les 4 pièces de *la Tétralogie* de Wagner. Scandale à Bayreuth, le temple wagnérien, de 1976 à 1980 : une mise en scène moderniste, voire « marxiste », chuchotait-on ici et là ! Aucun besoin d'être maniaque du lyrique, encore moins wagnérien dans l'âme, ni même inconditionnel de Chéreau, pour admirer et être bouleversé par le travail fantastique (ment intelligent et réussi) réalisé par Patrice Chéreau, son décorateur, Richard Peduzzi, et son costumier, Jacques Schmidt. Quant à l'orchestre et aux chanteurs dirigés par Pierre Boulez... un modèle de clarté et d'émotion ! Allons, laissez-vous tenter par le dernier « épisode » de ce feuilleton pas ordinaire, le 23 à 20 h 35, avec « *le*

*Crépuscule des Dieux* ». (Pour en savoir plus, lire les 4 n<sup>os</sup> de l'excellente revue *Avant-scène opéra* qui vous donneront les livrets, leur traduction, des études, une discographie et une biblio ; et les textes de Chéreau, Boulez et Peduzzi qui viennent de paraître en livre de poche sous le titre, sauf erreur, *le Ring du centenaire*).

Pour le reste, quelques jalons :  
● **Dimanche 22** 20 h 30 (TF1), un Truffaut puis la grande parade du jazz avec J.-C. Averty sur A2  
● **Lundi 23**, Wagner pour tous ! Voir plus haut !  
● **Mardi 24** (TF1) théâtre de Goldoni  
● **Mercredi 25** 20 h 35 (TF1), adaptation de Hervé Bazin par J.-L. Bory  
● **Vendredi 27** 21 h 35 (A2), Robrieux et son histoire du PC en 4 tomes chez Pivot  
● **Dimanche 29** 22 h 40 (A2), re-jazz avec re-Averty  
● **Mardi 31** 20 h 35 (A2), *Dossier 51* d'après le roman haletant de Gilles Perraut dont on retrouvera difficilement le rythme ici  
● **Mercredi 1<sup>er</sup>** 18 h 20 et 20 h 35 (TF1), la première chaîne qui s'inspire largement des « grands classiques de la littérature française » nous donne du Balzac après un feuilleton Flaubert  
● **Jeu 2** 20 h 35 (FR3) un Chabrol  
● **Samedi 4** 21 h 35 (TF1), tout le spectacle d'Anna Prucnal  
● **Dimanche 5** 20 h 35 (TF1), *le Magnifique* par Broca et Belmondo (il est de bon ton, à gauche, de mépriser ce genre de films ; n'empêche, combien de lecteurs/trices de *Rouge* seront devant leur poste ?)  
● et sur FR3, pendant tout ce temps, 5 séries régulières : l'encyclopédie du cinéma ; prélude à la nuit (musique) ; et trois « cycles » : Fernandel, Danièle Darrieux et Shakespeare en V.O. (certaines productions de la BBC étant remarquables). Bonne fin d'été !  
Jean-François Godchau.

## QUELQUES DISQUES POUR LA RENTREE

Depuis *Rouge* 1021, les dernières parutions avant le flot des publications « de fin d'année » (dès septembre) :

1) Pour sa reprise d'activités, la firme *Chant du monde*, publie *Space* par le groupe Zaka Percussion : « Références ethniques et emprunts à la musique funky », voix, synthétiseur et basse accompagnent la percussion et des rythmes à 4.  
2) *Gershwin live!* C'est le titre d'un disque étonnant, attirant, assez superbe qui plaira à beaucoup, car la voix de Sarah Vaughan accompagnée par Michael Tilson-Thomas à la tête du Philharmonique de Los Angeles, en concert public, ça « déménage » ! (CBS).  
3) Trois beaux disques d'orchestres très bien enregistrés qui méritent d'être connus : *Sibélius* par Colin Davis et le Boston symphony : la fameuse *Valse triste* mais aussi trois autres poèmes symphoniques (Philips) ; *Petrouchka* de Stra vinski par M. Tilson-Thomas, enregistrement digital-numérique fabuleux (CBS) ; et Prokofiev, le ballet *Roméo et Juliette* presque complet, par Ricardo Mutti et l'orchestre de Philadelphie qui, incontestablement, bouleversent la discographie de cette œuvre du point de vue interprétation (digital, cadre rouge/EMI).  
4) *Lieder* de Mendelssohn par une soprano spécialisée dans les mélodies à l'exclusion de l'opéra : Ely

Ameling ; du chant romantique pur et délicat (CBS).  
5) L'opéra italien pour les fans des « grandes voix » : Plácido Domingo (ténor) et Ruggero Raimondi (baryton) : chacun 1 disque (ou cassette) (cadre rouge/EMI) ; c'est enthousiasmant !  
6) Haydn : pour le 150<sup>e</sup> anniversaire de sa mort, les publications se multiplient. Des 104 symphonies, les 6 « parisiennes » sont parmi les plus connues. L'un des meilleurs ensembles du monde, l'Academy of St. Martin in the fields, dirigée par Neville Marriner vient d'enregistrer les 86 et 87 ; une splendeur (Philips). Le même éditeur, qui a beaucoup fait pour la connaissance des opéras de Haydn (intégrale en cours), publie justement des airs extraits de deux d'entre eux : *la Vera costanza* et *Armida* par la fameuse soprano Jessy Normann.  
7) Schubert et Scriabine : les aléas du marché font que RCA distribue un disque enregistré au Japon par un des violoncellistes français les plus connus : Maurice Gendron, qui joue la sonate *Arpeggione* de Schubert. Alexandre Scriabine n'est pas très connu en France (1872-1915). Son œuvre pour piano (qui venait de bénéficier de 2 disques de Michael Rudy chez Calliope-les sonates et préludes) s'enrichit de l'intégrale des poèmes grâce au jeune Scandinave Hakon Austbø (Saravah/RCA).  
Jean-François Godchau

## Publications

récentes

et à venir

de l'Institut

Léon Trotsky

En janvier 1980, la section fermée des archives de Trotsky à Harvard (Boston, USA) a été ouverte au public. Et c'est depuis, la troisième mission de l'ILT qui vient de s'y rendre, sous la direction de Pierre Broué, responsable scientifique de l'Institut. La (re) découverte de divers écrits de Trotsky (articles, lettres, communiqués) dont beaucoup avaient disparu ou même n'avaient jamais été publiés, est évidemment vitale pour l'entreprise de l'ILT : la publication de l'œuvre intégrale de Léon Trotsky en français, pour la période 1933/1940. A noter, pour « alimenter » les tomes futurs, la nécessaire participation aux travaux de traducteurs du russe et de l'allemand.

Après les volumes surtout consacrés au rassemblement des groupes qui formeront la IV<sup>e</sup> Internationale et à la critique des Fronts populaires français et espagnol, les T. XI (août/décembre 1936) et XII (décembre 1936/février 1937) traitent, essentiellement, de la lutte de Trotsky et des siens contre les procès stalinien de Moscou ; les conditions de séjour en Norvège rendent d'abord le combat très difficile, et c'est Léon Sedov, le fils aîné de Léon Trotsky, qui rédige le « Livre Rouge » démontant le mécanisme ignoble des « aveux » des accusés. Puis, en route pour le Mexique, Trotsky reprend le flambeau et rédige « *les Crimes de Staline* ». Trotsky connaissait la plupart des victimes et des bourreaux ; et c'est donc, outre l'analyse politique globale de l'évolution du régime stalinien, un témoignage précis, dramatique, parfois poignant et, encore une fois souvent inédit, qui se dégage de ces 380 et 400 pages.

Le tome 13, sous presse, paraîtra fin septembre.

Les *Cahiers Léon Trotsky* continuent, eux aussi, leur carrière. Sous une forme plus réduite (128 pages), plus régulière (4 par an) et plus homogène que par le passé (un thème essentiel par numéro). Après le n<sup>o</sup> 9 sur le mouvement trotskiste en France entre 1930 et 1940 — et notamment pendant le Front populaire — le n<sup>o</sup> 10 qui vient de paraître est consacré à l'Espagne : 20 lettres de Trotsky pendant son séjour forcé à l'automne 1916 ; lettres d'Andrés Nin à Trotsky exilé en 1928 ; études sur le mouvement trotskiste pendant la guerre civile — dont la première souligne lourdement, et curieusement sans commentaire ni explication, sans parler de « réponse », le « sectarisme » de Trotsky et des « B-L » espagnols à l'égard du POUM et de Nin ; un article sur « la campagne anti-trotskiste du PC espagnol », etc. Le n<sup>o</sup> 11 est prêt, et paraîtra cet automne ; il traite de l'Amérique latine : le mouvement trotskiste à Cuba, au Chili, au Brésil... Dans le n<sup>o</sup> 12, des études sur l'« entrisme » dans les divers PS dans les années 30. Le n<sup>o</sup> 13 présentera des *Rencontres avec Trotsky* de militants (Rosmer, Van Heijencort) et d'écrivains (Malraux et même... Churchill !). Ensuite, de nombreux projets en cours de réalisation : L. Sedov, le trotskisme en Grèce, au Vietnam, en Chine, aux USA, etc. De quoi s'abonner au plus vite : CLT, 2 rue Bayard, 38000 Grenoble, un numéro 35 F ; 4 numéros par an 120 F.

## POLOGNE

## 31 AOÛT: SOLIDARITE SE MOBILISE

**A** PRES un mois de trêve, proclamée par Solidarité en juillet pour laisser à la bureaucratie le temps de se prononcer sur les revendications de la résistance, le mouvement est réapparu publiquement et massivement à l'occasion de l'anniversaire de l'insurrection de Varsovie, le 1<sup>er</sup> août. Depuis, répondant à l'appel de la commission provisoire de coordination (TKK), — qui, après sa fusion avec le comité national de résistance (OKO), est la direction nationale reconnue du syndicat — de manifester publiquement la présence de Solidarité et de préparer des manifestations dans l'ensemble du pays pour le 31 août, c'est par milliers que les travailleurs et la jeunesse scolarisée manifestent dans les rues de Varsovie, Gdansk, Cracovie, Wrocław, Szczecin... Et cela, malgré une répression de plus en plus féroce.

Ainsi, alors qu'après les manifestations du 13 août, la presse officielle a annoncé plus de 200 arrestations, le 16, plusieurs milliers de personnes manifestaient à nouveau dans le centre de la capitale et à Gdansk — ville quadrillée par des milliers de ZOMO (police anti-émeutes) — les travailleurs du chantier naval sortaient en cortège pour se recueillir devant le monument à la mémoire des martyrs ouvriers tombés en 1970. La police a cependant réussi à empêcher la jonction de ce cortège avec d'autres, qui se rapprochaient du monument. Le 17, dans le centre de Varsovie, des milliers de tracts appelant à manifester le 31 août étaient diffusés, alors que les militants de Solidarité tendaient des banderoles au travers des rues et lançaient un ballon portant le drapeau de Solidarité. Le 18, c'était le tour des ouvriers des chantiers navals « Adolf Warski » de Szczecin d'organiser une manifestation dans l'enceinte de l'entreprise pour commémorer la création du comité central de grève deux ans plus tôt. Depuis, alors que les manifestations et les rassemblements sont devenus quotidiens place de la Victoire à Varsovie, la bureaucratie s'est vue obligée de fermer cette place à la circulation, prétextant des travaux de réfection des canalisations... Enfin, le camp d'internement de Kwidzyn, près de Gdansk, a été le théâtre d'une révolte des internés : pendant plusieurs heures, plus de 600 militants de Solidarité ont tenu face à un imposant dispositif de police.

### Une volonté de lutte et d'organisation

Solidarité et sa direction clandestine « ne peuvent être traités comme des partenaires dans quelque discussion que ce soit » a annoncé, dans une interview publiée le 21 août par toute la presse polonaise, le vice-premier ministre Rakowski. « Le pouvoir est le pouvoir » — a-t-il ajouté à propos des manifestations prévues pour le 31 août — « il utilisera toutes les possibilités que la loi met à sa disposition » pour les empêcher. Mais la dureté du ton cache mal le désarroi de la bureaucratie, réduite à une fuite en avant dans la répression. Fuité en avant qui risque de compliquer singulièrement sa volonté de trouver un modus vivendi avec la hiérarchie catholique et celle de faire oublier la dictature militaire à l'étranger. Une information, publiée par l'*International Herald Tribune* du 21-22/08/1982, témoigne mieux que de longs discours du désarroi des bureaucrates : la décision de mettre en congé tous les travailleurs de la région de Gdansk avant la fin du mois d'août

— pour empêcher les actions prévues pour le 31 par Solidarité — serait actuellement discutée dans les couloirs du pouvoir !

Le bilan des huit premiers mois de la dictature militaire est, en effet, loin des prévisions triomphalistes de ses débuts. La situation économique continue à se dégrader. La production industrielle a baissé en valeur durant les premiers quatre mois de l'année, comparativement à la même période de l'année précédente (où déjà, la baisse avait été sensible...), de 10,2 % et ceci malgré l'augmentation de l'extraction du charbon. Pire, la production de l'industrie de biens alimentaires a baissé de 11,4 % et celle de l'industrie de fourrages de 36,2 %. Or, ces deux industries, considérées comme prioritaires pour juguler la crise alimentaire, ont bénéficié des « programmes prioritaires » de la junte. Selon les chiffres officiels, le coût de la vie a augmenté de 104 % durant les six premiers mois ; quant aux revenus, ils ont baissé de 25 % selon le ministre des prix et des salaires, Krasinski. Si l'on ajoute à cela la volonté d'instaurer un volant de chômage (contradictoire, cependant, avec l'obligation pour les hommes âgés de 18 à 45 ans de travailler) qui commence à donner des résultats dans certaines régions du pays, le tableau sera complet.

Il s'ensuit un mécontentement de plus en plus profond des travailleurs, qui se manifeste par une volonté de lutte et d'organisation au sein des usines. Il y a une semaine, l'hebdomadaire de Solidarité de la région de Varsovie — *Tygodnik Mazowsze* — sans doute l'un des plus importants de la presse clandestine, pouvait ainsi écrire que le centre de gravité de la résistance s'est à nouveau déplacé dans les usines, rajoutant qu'aujourd'hui, une structure clandestine du syndicat fonctionne dans chaque entreprise de la région.

### Le « dialogue » de la junte avec la hiérarchie catholique

La libération de 1227 internés à la veille de la fête nationale du 22 juillet — largement soulignée par la presse aux ordres comme un signe de « libéralisme » et de « magnanimité » de la junte au pouvoir, n'a pas non plus eu l'effet escompté par la junte : loin de désamorcer la radicalisation et de satisfaire ceux qui exigent l'amnistie, elle a, au contraire, été reçue comme une gifle par une très large majorité des travailleurs, qui s'attendaient à un geste plus important de la part du pouvoir. La réaction avait été unanime et hostile : « la libéralisation de Jaruzelski est comme tous ce que fait ce salaud : mesquine ! ».

Durant ces huit mois, la junte n'a été capable de marquer qu'un point : un « dialogue » a été instauré avec la hiérarchie catholique, qui, en contrepartie de la permission de construire 45 nouvelles églises et des assurances quant à la venue du pape l'an prochain, a modéré ses critiques de la loi martiale. Le cardinal primat Glemp a même été jusqu'à

ne pas citer une seule fois le nom du syndicat indépendant et ne pas relever la répression durant l'homélie prononcée le 15 août à Czestochowa, où des dizaines de milliers de pèlerins, souvent banderoles de Solidarité et photos de Lech Walesa en tête, étaient venus de toute la Pologne. Mais cette concession de la part de la hiérarchie catholique n'est pas sans risques pour elle. D'abord, elle déçoit l'attente de milliers de fidèles ; ensuite, elle prend le risque de voir lui échapper une partie importante du bas clergé, déjà engagé dans l'activité de soutien à Solidarité. Il faut noter, d'ailleurs, que la TKK a très rapidement relevé l'attitude du primat : dans une lettre de protestation remise à Glemp, les dirigeants clandestins de Solidarité s'étonnent de l'attitude modérée de la hiérarchie catholique qui, selon eux, fait le jeu des autorités et sabote la lutte pour la restauration des libertés. C'est la première fois depuis des décennies que l'Eglise se voit ainsi critiquée par une autre autorité reconnue.

Le refus de toute négociation de la part de la bureaucratie provoque au sein même de la résistance une politisation et une radicalisation croissantes. Les espoirs, partagés par beaucoup il y a peu, d'aboutir à la longue à un compromis avec la junte, fut-ce au prix de concessions d'importance de la part du syndicat, se dissipent. Une série de déclarations rendues publiques par la TKK à la fin juillet témoignent de cette évolution : la direction nationale de Solidarité considère le discours du 21 juillet du général Jaruzelski comme une fin de non recevoir et appelle à organiser la société dans la clandestinité. Elle propose, dans l'immédiat, de former et de renforcer les groupes de résistance dans les usines et les quartiers, de développer la presse clandestine ainsi qu'une formation des cadres dans les universités ouvrières et populaires, d'organiser des coopératives et d'autres formes d'entraide économique dans les quartiers et, enfin, de manifester la présence du syndicat par des actions de protestation. La TKK se prononce pour un mouvement fortement décentralisé, dont les directions devraient se limiter à définir la ligne générale et appeler à des actions ponctuelles, toute autre activité relevant des groupes locaux.

Si ces déclarations ne contiennent pas de nouvelles précisions quant à l'organisation de la grève générale, cette perspective n'en est pas moins largement discutée. Elle est, en effet, la seule, bien des militants s'en rendent compte, à même d'unifier le mouvement autour d'objectifs à moyen terme et de lui donner une cohérence d'ensemble, que ne peuvent lui donner des appels successifs à des manifestations de rues. Nul doute, qu'après les manifestations du 31 août, dans la préparation desquelles Solidarité a investi ses forces militantes, la discussion sur la préparation de la grève générale rebondira avec d'autant plus de vigueur, que les manifestations seront massives malgré le quadrillage policier.

le 23/08/1982  
Cyril Smuga



Manifestation de Solidarité à Gdansk le 3/5/1982

photo Solidarnosc.



Le meeting de Solidarité le 1<sup>er</sup> Mai 1982 devant le chantier naval « Lénine » de Gdansk.

photo Solidarnosc.



Le 1<sup>er</sup> Mai à Gdansk, manifestation dans le centre ville.

photo Solidarnosc.

**PARIS**  
**Rassemblement**  
**de soutien aux**  
**travailleurs polonais**  
**à l'appel du**  
**« Comité de coordination**  
**du syndicat Solidarité**  
**en France »**

**Mardi 31 août 18h**  
**Place des Invalides (ambassade de Pologne)**